ISSN 0024-7650

l'éditorial d'Arlette Laguiller en page 3

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

lutte ouvrière

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Hebdomadaire – paraît le vendredi – n° 1614 – 18 juin 1999 – prix : 9F

La droite éclate, mais Jospin mène sa politique

Non à une gauche qui gouverne comme la droite !

Les résultats de la liste LO-LCR (p.4 et 5)

M 6189 - 1614 - 9,00 F

SOMMAIRE

Européennes

4 – Le vote LO-LCR, un vote nettement ouvrier
– Les résultats de la liste LO-LCR

5 – Après le 13 juin, résultats et bilan

Leur société

6 – Liberté pour Mumia Abu-Jamal
– Réfugiés indésirables en Suisse
– Sans-papiers : la lutte continue

7 – Jospin, les Verts et le PCF
– Des milliers de retraités spoliés
– Poulet, Coca : ça pue le profit

12 – L'argent public arrose les actionnaires des grands groupes
– Scandale de l'ARC
– Hausse des médicaments

16 – MDC : citoyens de gauche et de droite confondus
– 40 après, la guerre d'Algérie a un nom
– La Sacem et la spoliation des Juifs

Tribune

6 – Une force politique révolutionnaire

Dans le monde

8/9 – Le droit des peuples à l'autodétermination foulé aux pieds par les impérialistes comme par Milosevic
– La morale élastique des dirigeants impérialistes

Dans les entreprises

13 – Mines de Potasse d'Alsace
– Privatisation du Crédit Lyonnais

14 – Snecma
– Alcatel
– Num (Argenteuil)
– CAF

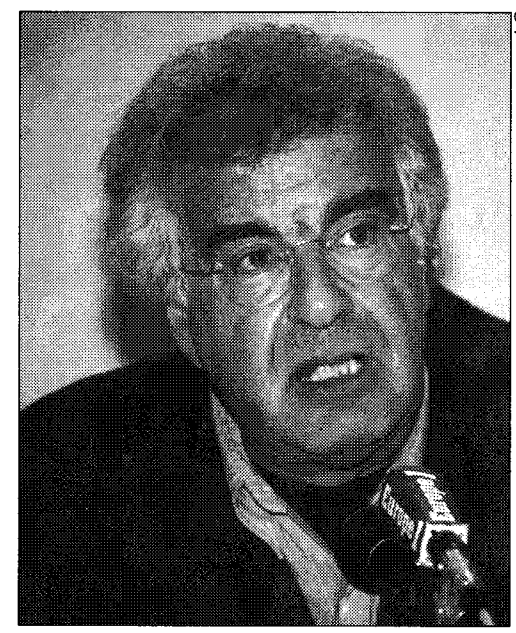
Lire

15 – Trois livres d'Andrea Camilleri
– *Une faillite si convenable* d'Irène Inchauspé

LES ÉLUS DE LA LISTE LO-LCR

LO

La liste Lutte Ouvrière-Ligue Communiste Révolutionnaire compte cinq élus au Parlement européen. Parmi eux, il y a bien sûr Arlette Laguiller et Alain Krivine qu'il n'est plus nécessaire de présenter, mais aussi trois autres femmes liées par leur activité professionnelle et militante au monde du travail.



LO

ARMONIE BORDES, de Pantin, en Seine-Saint-Denis, a 54 ans et est employée dans la chimie. Née dans une famille ouvrière de réfugiés politiques espagnols, elle a commencé à travailler comme dactylo à 17 ans. Elle milite à Lutte Ouvière depuis 1968. Elle a participé, avec le Mlac, à la lutte des femmes pour le droit à l'avortement et à la contraception dans les années 1970. Depuis 1971, elle travaille à Roussel Uclaf à Romainville (Seine-Saint-Denis) où elle a toujours milité sur le terrain politique comme sur le terrain syndical. Elle a été pendant neuf ans élue au Conseil des prud'hommes de Bobigny en Seine-Saint-Denis. Elle a été suppléante d'Arlette Laguiller dans la huitième circonscription de la Seine-Saint-Denis à diverses élections législatives.

LO

CHANTAL CAUQUIL, de Paris, a 50 ans. Originaire d'une famille de cheminots de Montauban, elle est entrée comme rédactrice il y a près de 30 ans aux Assurances Générales de France à Paris où elle est aujourd'hui attachée de communication. Elle est militante syndicale à la CGT. Elle a rejoint Lutte Ouvrière en 1968 et fait depuis plusieurs années partie de la direction nationale de notre mouvement. Elle a conduit la liste Lutte Ouvrière à Paris aux élections régionales de 1998.

LO

ROSELINE VACHETTA, de Grenoble, a 47 ans. De formation éducatrice spécialisée, elle est coordinatrice de la prévention de la délinquance pour toute la ville de Grenoble. Militante à la CGT depuis 1974, animatrice du mouvement Ras l'Front dans l'Isère, elle participe aux coordinations de sans-papiers, aux comités de chômeurs et au mouvement des femmes. Elle a été une des organisatrices de la marche européenne des chômeurs de 1999. Elle est membre de la direction nationale de la LCR.

LO

LUTTE OUVRIÈRE

Union Communiste (Trotskyste) – membre de l'Union Communiste Internationaliste

L'Union Communiste Internationaliste qui édite *Lutte Ouvrière*, nom sous lequel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle divisée en classes sociales, minorité d'exploiteurs d'un côté et majorité d'exploités de l'autre. Une société qui repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Pour les militants de Lutte Ouvrière, le socialisme est aussi éloigné des politiques conservatrices de Mitterrand-Jospin que le communisme l'est de l'image qu'en a donnée la dictature stalinienne qui a régné en ex-URSS.

Nous sommes convaincus que les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt au maintien de l'actuelle société. Mais pour cela ils devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi ses tribunaux, sa police, son armée pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique de tous les rouages de l'économie.

Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre. C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé. Nous sommes convaincus que c'est la seule façon d'être aujourd'hui réellement internationalistes, et communistes et socialistes révolutionnaires.

Adresser toute correspondance à :
LUTTE OUVRIÈRE – B.P. 233 – 75865 PARIS CEDEX 18 – FRANCE

La Société d'Éditions de Lutte Ouvrière – BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18 – est une SARL au capital de 50 000 F, durée cinquante ans, à partir du 1er janvier 1970. Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. Tirage : 14 600 exemplaires. Composition : [Et Associés]. Impression : Roto de l'Ile-de-France, 3 rue du Parc 93150 Le Blanc-Mesnil – 0148142165. Commission paritaire des publications n° 64 995.

SOUTENEZ LUTTE OUVRIÈRE! Les chèques de soutien à Lutte Ouvrière doivent être libellés à : Jean-Paul Rigollet, mandataire financier de Lutte Ouvrière, et à envoyer à : LUTTE OUVRIÈRE – BP 233 – 75865 PARIS CEDEX 18. Jean-Paul Rigollet a été déclaré le 23 décembre 1994 mandataire financier du parti «Lutte Ouvrière» conformément à la loi. Celle-ci dispose qu'il est seul habilité à recueillir les dons de personnes identifiées, et que tout don de plus de 100 F consenti à un mandataire doit être versé par chèque.

ABONNEMENTS À LUTTE OUVRIÈRE ET LUTTE DE CLASSE

	LUTTE OUVRIÈRE		LUTTE DE CLASSE
	1 an	6 mois	(1 an soit 10 n°)
France DOM-TOM	300 F	160 F	100 F
DOM-TOM, voie aérienne	390 F	200 F	140 F
Europe (soit zone postale1)	420 F	210 F	100 F
Autres pays, voie ordinaire			
– Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	450 F	230 F	140 F (comme voie aérienne)
– Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	520 F	270 F	140 F
– Océanie (soit zone 4)	540 F	280 F	140 F
Autres pays, voie aérienne			
– Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	480 F	250 F	140 F
– Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	540 F	280 F	170 F
– Océanie (soit zone 4)	660 F	340 F	210 F

Envois sous pli fermé : tarifs sur demande

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM : .....

PRÉNOM : .....

ADRESSE : .....

.....

CODE POSTAL et VILLE : .....

.....

COMPLÉMENT D'ADRESSE : .....

.....

Je m'abonne à : **LUTTE OUVRIÈRE – LUTTE DE CLASSE,** pour une durée de :

.....

(rayer la mention inutile).

Ci-joint la somme de : .....

Règlement :
– par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON,
– par virement postal à MICHEL RODINSON, CCP 6 851 10 R – PARIS.

L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

APRÈS LES ÉLECTIONS EUROPÉENNES

Si, au soir des élections, les mines déconfites de Sarkozy ou des frères siamois de l'extrême droite, Le Pen et Mégret, avaient de quoi faire plaisir, il n'y avait pas de quoi se réjouir des résultats. Tout d'abord parce que le tandem Pasqua-De Villiers est aussi réactionnaire, aussi antiouvrier que ses rivaux de droite, voire d'extrême droite. Et, surtout si la droite a implosé, sa politique, elle, est au gouvernement.

Car Jospin mène sensiblement la même politique que son prédécesseur Juppé. Il laisse au grand patronat le pouvoir de ruiner, en fermant une usine, toute une région et des milliers de familles. Il a privatisé plus encore que Balladur et Juppé réunis. Pour diminuer les impôts des riches, il laisse les hôpitaux, l'Education nationale, les transports en commun à l'abandon et s'attaque aux retraites. François Hollande n'a pas tardé à interpréter le résultat du Parti Socialiste comme un quitus donné au gouvernement Jospin et un encouragement à poursuivre sa politique.

Quant au Parti Communiste, nous ne nous réjouissons pas de son affaiblissement électoral. Mais il paie la politique de sa direction. La participation au gouvernement éloigne de lui ceux qui sont mécontents de la politique antiouvrière menée. Et ceux qui soutiennent cette politique préfèrent voter directement pour le Parti Socialiste.

Pour ce qui concerne la liste Lutte Ouvrière- Ligue Communiste Révolutionnaire, le score de 5,2 % confirme les résultats que l'extrême gauche a obtenus depuis 1995. L'extrême gauche se maintient comme une force politique significative et stable depuis quatre ans. Pour la première fois, il y aura des députés d'extrême gauche – trotskystes – au Parlement européen.

Ce vote n'est certes pas assez massif pour qu'il fasse bouger les politiciens, inquiète le gouvernement au point d'être obligé de le prendre comme un avertissement.

Les élections sont un thermomètre qui reflète les variations de l'opinion publique. Mais, ceux à qui nous nous adressons et dont nous voulons représenter les intérêts, c'est la population laborieuse, ce sont les classes populaires, et c'est donc le vote de ces classes populaires qui nous intéresse. Or, dans les élections, tous les votes sont comptabilisés de la même façon, et l'électorat comprend aussi une large petite bourgeoisie. Et puis, les classes sociales ne sont pas égales dans la vie politique : les plus riches possèdent des groupes de presse, des chaînes de télévision et de radio et maints moyens d'influencer l'opinion. Malgré cela, dans les villes et plus particulièrement dans les quartiers populaires, nos résultats sont systématiquement très supérieurs à notre moyenne générale, ce qui confirme le caractère de classe du vote LO-LCR.

Cela confirme aussi la sympathie que nous avons rencontrée au cours de la campagne dans les milieux populaires et l'accueil chaleureux parmi les nôtres, c'est-à-dire le monde du travail.

Tout ceci est un encouragement pour continuer à militer et à lutter pour notre programme et, en particulier, pour les objectifs qu'il est nécessaire d'imposer au patronat et au gouvernement pour que le chômage soit résorbé et pour que soit stoppée la dégradation de la condition ouvrière. Nous continuerons à défendre l'idée que le seul moyen de mettre fin au chômage, c'est de prendre l'argent là où il est, dans les profits des grandes entreprises, dans la fortune des riches, pour créer le nombre d'emplois utiles qu'il faut. Nous continuerons à militer pour l'interdiction des licenciements sous peine d'expropriation, pour la transparence des comptes des grandes entreprises, pour qu'elles soient soumises au contrôle de leurs travailleurs et de la population.

Le véritable changement pour les travailleurs ne vient pas des élections mais est imposé par les luttes collectives.

Aussi, le gouvernement et le patronat auraient tort de se réjouir. C'est le patronat avec son avidité, et c'est le gouvernement avec ses mesures antiouvrières, qui créent une situation qui risque, demain, de leur exploser à la figure !

RÉUNION PUBLIQUE avec ARLETTE LAGUILLER et ALAIN KRIVINE à PARIS au Palais des Sports

(Porte de Versailles)

VENDREDI 18 JUIN À 20 H 30

LO

Les résultats de la liste LO-LCR

Les résultats ci-après ne comportent pas les départements et territoires d'Outre-Mer. La comparaison est faite avec les élections européennes de 1994 (liste LO seule), avec l'élection présidentielle de 1995 (candidature d'Arlette Laguiller), et avec les élections régionales de 1998 (listes LO dans 68 départements). Ils sont établis d'après les chiffres publiés par *Le Monde* daté du 15 juin.

Département	Européennes 1994		Présidentielle 1995		Régionales 1998		Européennes LO-LCR	
AIN	2908	2,04%	11918	4,89%	6811	4,26%	5855	4,52%
AISNE	6157	3,17%	17053	5,80%	16706	7,73%	11397	6,82%
ALLIER	2516	1,90%	9763	4,78%			5372	4,78%
ALPES-HTE-PROVENCE	865	1,60%	4211	5,26%			2605	5,13%
HAUTES-ALPES	754	1,71%	3505	5,13%			1885	4,45%
ALPES-MARITIMES	3736	1,17%	18662	3,70%	9539	2,62%	9602	3,49%
ARDÈCHE	2226	2,08%	8986	5,41%			4661	4,64%
ARDENNES	2231	2,55%	7956	5,35%	5476	5,08%	4492	5,76%
ARIÈGE	1058	1,75%	4263	4,98%	3352	5,03%	3044	5,67%
AUBE	2210	2,28%	7135	4,73%	5234	4,91%	3871	4,61%
AUDE	2495	1,98%	8887	4,89%			5113	4,55%
AVEYRON	2028	1,75%	8101	4,73%			4606	4,38%
BOUCHES-DU-RHONE	6498	1,18%	41462	5,00%	19769	3,24%	22736	4,77%
CALVADOS	5958	2,83%	23059	6,70%			11514	5,47%
CANTAL	1114	1,85%	4112	4,13%			2121	3,92%
CHARENTE	3178	2,53%	10284	5,24%	6899	4,97%	5683	5,08%
CHARENTE-MARITIME	4028	2,06%	14721	4,85%			7489	3,99%
CHER	2701	2,37%	9562	5,43%	8440	6,62%	5089	5,01%
CORRÈZE	1949	1,87%	5323	3,42%			3716	3,91%
CORSE-DU-SUD	189	0,63%	1636	3,04%			770	3,15%
HAUTE-CORSE	198	0,54%	1965	3,06%			944	2,98%
CÔTE-D'OR	2993	1,88%	13118	5,14%	6153	3,49%	6840	4,83%
CÔTES-D'ARMOR	6970	3,21%	18807	5,49%	13017	5,15%	11141	5,44%
CREUSE	1170	2,25%	3453	4,26%			2174	4,78%
DORDOGNE	3228	1,89%	10620	4,38%			6834	4,52%
DOUBS	4020	2,81%	14003	5,40%	6963	3,60%	7750	5,11%
DRÔME	2830	1,94%	11957	5,26%	6902	4,24%	6427	4,70%
EURE	4672	2,57%	16043	5,68%			9016	5,42%
EURE-ET-LOIR	3325	2,37%	10822	5,07%	7385	4,80%	5996	4,81%
FINISTÈRE	8275	2,75%	30313	6,08%	12402	3,45%	14920	5,12%
GARD	3592	1,71%	16973	5,16%			9497	4,81%
HAUTE-GARONNE	6708	1,85%	31249	6,05%	18004	4,64%	20111	6,21%
GERS	1315	1,73%	5202	4,82%			2983	4,36%
GIRONDE	8458	2,02%	38431	5,95%	14487	3,15%	20809	5,28%
HÉRAULT	5406	1,87%	23620	5,22%	9544	2,70%	13630	4,84%
ILLE-ET-VILAINE	8139	2,95%	30188	6,52%	14860	4,81%	15158	5,59%
INDRE	2532	2,72%	7212	5,16%			3942	4,93%
INDRE-ET-LOIRE	5021	2,79%	15172	5,32%	11196	5,68%	8542	5,15%
ISÈRE	6729	2,10%	31264	5,99%	17218	4,95%	16430	5,70%
JURA	2074	2,34%	7435	5,31%	3676	3,61%	4090	5,06%
LANDES	2359	1,76%	8294	4,24%			4501	3,56%
LOIR-ET-CHER	2914	2,44%	8879	4,93%	7757	5,77%	5080	4,71%
LOIRE	5565	2,50%	18858	5,05%	10537	4,18%	9975	5,19%
HAUTE-LOIRE	2008	2,62%	6867	5,46%			3414	4,83%
LOIRE-ATLANTIQUE	9509	2,61%	37195	6,20%	17603	4,19%	18497	5,21%
LOIRET	4345	2,08%	15641	5,03%	10693	4,83%	8637	4,56%
LOT	1523	2,07%	5091	5,02%	2315	2,82%	3338	5,15%
LOT-ET-GARONNE	2283	1,84%	8908	4,98%			4613	4,17%
LOZÈRE	540	1,78%	1937	4,13%			1177	4,03%
MAINE-ET-LOIRE	6631	2,81%	20837	5,35%	11806	4,47%	9753	4,42%
MANCHE	3786	2,29%	15687	5,66%	9132	4,81%	7334	4,53%
MARNE	3855	2,25%	16240	5,82%	9721	5,14%	7870	5,26%
HAUTE-MARNE	2028	2,81%	5899	5,30%	5435	6,84%	3330	5,51%
MAYENNE	2980	2,99%	8512	5,15%			3563	4,00%
MEURTHE-ET-MOSELLE	6361	2,90%	23313	6,47%	12257	5,09%	12323	6,45%
MEUSE	1893	2,71%	5833	5,31%	4689	5,76%	3087	5,01%
MORBIHAN	6482	2,80%	20300	5,34%	12520	4,48%	10354	4,62%
MOSELLE	8857	2,91%	33765	6,43%	13622	4,00%	15810	6,26%
NIEVRE	2142	2,41%	6026	4,49%	4687	4,82%	3832	5,04%
NORD	23588	2,75%	73270	5,63%	48026	5,12%	49322	6,57%
OISE	7973	3,18%	23270	6,00%	17409	6,15%	14652	6,52%
ORNE	2695	2,51%	9008	5,30%	4160	3,41%	4726	4,82%
PAS-DE-CALAIS	17951	3,30%	49349	6,17%	38861	6,35%	33972	7,22%
PUY-DE-DÔME	5301	2,63%	22638	6,92%	11904	4,78%	11930	6,39%
PYRÉNÉES-ATLANTIQUES	4094	1,85%	18642	5,58%			10357	4,76%
HAUTES-PYRÉNÉES	1496	1,65%	7099	5,30%	5058	5,13%	4418	5,32%
PYRÉNÉES-ORIENTALES	2594	1,99%	10084	4,88%	4574	2,88%	5932	4,63%
BAS-RHIN	7407	2,39%	24227	4,79%	11647	3,42%	12687	4,79%
HAUT-RHIN	5045	2,39%	17980	5,06%	10483	4,40%	8985	4,85%
RHONE	8286	1,84%	36871	5,10%	17099	3,61%	18836	4,77%
HAUTE-SAONE	2325	2,63%	6755	5,03%	6149	5,92%	4156	5,14%
SAONE-ET-LOIRE	4045	2,18%	14634	4,84%	10346	4,76%	7660	4,73%
SARTHE	6040	3,44%	17372	5,94%	12137	5,81%	8991	5,81%
SAVOIE	2109	1,84%	10275	5,30%	5132	3,97%	4959	4,75%
HAUTE-SAVOIE	3243	1,85%	14656	4,91%	5350	2,83%	6557	4,13%
PARIS	12003	1,98%	40693	4,83%	16975	2,93%	27214	5,16%
SEINE-MARITIME	12528	3,06%	41689	6,47%	27658	5,94%	25462	6,89%
SEINE-ET-MARNE	7683	2,28%	28253	5,53%	18462	5,12%	17534	5,74%
YVELINES	7315	1,72%	30431	4,90%	15692	3,53%	16575	4,29%
DEUX-SEVRES	3397	2,65%	11600	5,71%			5201	4,51%
SOMME	7427	3,44%	18431	5,86%	16569	6,81%	11843	5,67%
TARN	2777	1,86%	10366	5,00%	6862	4,12%	6502	4,98%
TARN-ET-GARONNE	1585	1,84%	5851	4,82%	3937	4,22%	3569	4,75%
VAR	3822	1,30%	18704	4,18%			10527	3,93%
VAUCLUSE	2585	1,56%	11793	4,67%			6523	4,20%
VENDÉE	4039	1,89%	14508	4,52%			6223	3,16%
VIENNE	3724	2,67%	11822	5,39%	8759	5,39%	6947	5,34%
HAUTE-VIENNE	3630	2,56%	10429	4,97%	6960	4,45%	7713	6,11%
VOSGES	4039	2,98%	12064	5,54%	7415	4,76%	6636	5,58%
YONNE	2627	2,26%	8828	4,95%	4396	3,45%	4789	4,66%
T-DE BELFORT	1074	2,32%	4212	6,09%	3659	7,36%	2596	6,65%
ESSONNE	7593	2,22%	30737	6,00%	15819	4,37%	18041	5,90%
HAUTS-DE-SEINE	7631	1,81%	28529	4,72%	15101	3,46%	17591	4,59%
SEINE-SAINT-DENIS	7371	2,34%	28108	5,79%	22410	6,84%	19331	7,41%
VAL-DE-MARNE	6755	1,94%	26880	5,25%	13912	3,85%	17114	5,68%
VAL-D'OISE	6551	2,24%	24274	5,36%	12983	4,06%	15418	5,93%
Total (Métropole seule)	**438863**	**2,35%**	**1600860**	**5,37%**	**782711**	**4,50%**	**906832**	**5,23%**

Au Zénith, le 6 juin dernier.

Le vote LO-LCR

UN VOTE NETTEMENT OUVRIER

La liste LO-LCR a obtenu 5,18% des suffrages exprimés en moyenne sur l'ensemble du territoire. Ce résultat, après celui de l'élection présidentielle de 1995 et celui des élections régionales de 1998, traduit la permanence d'un électorat stable autour de 5% et même au-dessus de ce chiffre.

Mais au-delà même de ce constat, qu'il faut souligner, ces chiffres moyens ne rendent pas compte d'un autre aspect, qui mérite lui aussi d'être noté.

Car si les résultats électoraux globaux ne permettent pas de différencier socialement les électeurs, on peut malgré tout le faire, de façon approchée, à partir de la localisation des votes. Ainsi par exemple à Paris intra-muros, la liste LO-LCR recueille 5,15% des suffrages sur l'ensemble de la ville, mais 1,8% dans le 8e arrondissement, et même 1,42% dans le 16e, quartiers éminemment bourgeois, alors que dans des quartiers populaires comme les 18e, 19e, 20e arrondissements, elle obtient respectivement 7,21%, 7,04% et 8,07%. Cette distorsion entre les résultats dans les quartiers riches et les quartiers populaires est révélatrice. Il en est de même dans la banlieue parisienne. Ainsi, alors que nous obtenons glorieusement 0,82% à Neuilly-sur-Seine, le fief de Sarkozy, la liste atteint 7,41% en moyenne sur l'ensemble de la Seine-Saint-Denis, et 9,69% à Aubervilliers, 9,73% à Saint Denis, 9,39% à Montreuil et 9,18% aux Lilas. Ces chiffres moyens par localités – mais pour Montreuil ou Saint-Denis, ce sont des villes d'environ 100000 habitants – sont encore plus élevés si l'on prend en compte les résultats des bureaux de vote situés dans les cités où habitent les milieux populaires.

Cette même tendance se retrouve un peu partout dans le pays. Sans pouvoir tout citer, dans les départements du Nord et du Pas-de-Calais par exemple, où la liste LO-LCR obtient respectivement 6,57% et 7,22%, le score atteint 13,1% à Fourmies, le PCF obtenant, lui, 12,55% dans cette ville, à Grande-Synthe il atteint 11%. Il en va de même dans les villes minières ou de la sidérurgie Lorraine où la liste obtient 9,07% à Behren-lès-Forbach, 9,21% à Amnéville. Même chose dans l'Isère où à Echirolles, la liste atteint 8,07% et 8, 55% à Saint-Martin-d'Hères. A Strasbourg, elle obtient bien au-delà de la moyenne nationale et départementale puisqu'elle atteint entre 6 et 7,46% dans les quartiers les plus populaires de la ville. Cette même tendance se vérifie dans l'Oise, dans toutes les grandes villes du département, Beauvais, Creil, Compiègne mais aussi dans les petites agglomérations, comme à Bresles où la liste atteint 10,52%, ou dans des villages qui se situent autour d'une usine comme Esquenony où elle atteint 11,24%. Il en va de même dans les agglomérations ouvrières autour de Lyon, comme Feyzin (7,45%), Vaulx-en-Velin (8,03%), Vénissieux (7,42%).

D'est en ouest, du nord au sud, d'une façon plus ou moins prononcée, on peut faire ce même constat: le vote pour la liste LO-LCR se différencie socialement, tout comme la liste elle-même: c'est un vote pour une liste qui, par sa composition comme par le programme qu'elle a défendu dans la campagne et qu'elle continue à défendre, se situe sur un terrain de classe.

Jean-Pierre VIAL

Nos résultats depuis 1994

Année	Scrutin	Candidatures:	Nb. de voix	Suf. Exp.
1994	Euro.	Liste LO	442 209	2.28%
1995	Prési.	A. Laguiller	1615 552	5.30%
1997	Légis.	321 circons.	421 877	3.06%
1998	Régio.	68 listes LO	782 727	4.50%
1999	Euro.	Liste LO-LCR	914 680*	5.18%*

(*) chiffres du ministère de l'Intérieur

Après le 13 juin

RÉSULTATS ET BILAN

Pour la première fois, l'extrême gauche aura des élus au Parlement européen, et c'est même la première fois sous la IVe et la Ve République qu'elle a des élus dans un Parlement, tout court. Cela vient après l'élection de tels représentants dans les Conseils régionaux l'an dernier et cela signe le fait que l'extrême gauche devient une force non négligeable au moins sur le plan électoral.

Si l'on examine les résultats sur un plan plus général, les élections étant un sondage grandeur nature sur l'état de l'opinion publique en un moment donné, le premier constat qui s'impose est que, malgré l'affaiblissement relatif du score de la droite dans son ensemble, il n'y a pas de poussée à gauche.

L'implosion de la droite

L'implosion des formations de droite sous la poussée d'ambitions rivales a dispersé les votes de l'électorat de droite entre les trois listes de la droite parlementaire – dont deux issues de la même mouvance gaulliste – et les deux listes d'extrême droite, chacune des listes de la droite se retrouvant, du coup, loin derrière celle de Hollande. Les rivalités internes à la droite et sa désagrégation ont, de plus, entraîné un abstentionnisme plus grand que la moyenne dans l'électorat de droite, mais aussi des reports de vote vers la liste « Chasse, pêche, nature et tradition » que personne n'oserait qualifier de gauche. Une petite frange de l'électorat de droite, dégoûtée de la décrépitude des partis censés le représenter, a peut-être poussé l'audace jusqu'à voter Vert, voire Hollande.

Pour ce qui est du premier, ce n'était certes pas les idées « libérales-libertaires » de Cohn-Bendit qui pouvaient les en décourager ; et quant au genre de préoccupations écologiques mises en avant par la liste des Verts, elles sont assez largement partagées dans la petite-bourgeoisie pour qu'un électeur de droite puisse s'y retrouver sans se désavouer pour autant. Et du côté de la liste socialiste, « l'image » de Jospin, sa capacité de mener une politique de droite sans susciter de remous, était susceptible d'exercer une attraction sur certains électeurs de droite, surtout en comparaison du spectacle ridicule offert du côté de la droite.

Tout cela n'est cependant pas le signe d'une évolution vers la gauche, tout au plus le signe qu'une frange de l'électorat de droite se reconnaît dans la politique de Jospin.

Les rapports de force dans la « gauche plurielle »

Mais même compte tenu de cela, si l'ensemble des listes de « la gauche plurielle » dépasse l'ensemble des trois listes Sarkozy, Pasqua, Bayrou (38,48 % de l'électorat contre 35,09 %) ; l'électorat de droite, l'extrême droite comprise, continue à être numériquement plus important (44,08 % sans même tenir compte de la liste des chasseurs) que les électorats additionnés de la gauche plurielle et de l'extrême gauche (43,68 %). Et il n'y a pas vraiment lieu de trop se réjouir de ce que le score cumulé des deux listes issues du Front National (8,99 %) soit en très net recul. Cet électorat n'a pas disparu, pas plus que les idées réactionnaires et antiouvrières dont il est porteur – ses votes ont été seulement partiellement reportés sur la liste Pasqua-De Villiers.

Il est significatif qu'à l'intérieur même de l'électorat de la gauche plurielle, le Parti Socialiste, principal responsable de la politique antiouvrière du gouvernement Jospin, ne fait que tirer son épingle du jeu et que le principal déplacement de votes se soit produit en faveur des Verts, ce qui est une façon de se démarquer du PS mais pas spécialement sur sa gauche, voire une façon de voter blanc. Le recul des résultats du PC par rapport à ceux de la Présidentielle, leur stagnation même par rapport à ceux, catastrophiques, de la liste Wurtz aux Européennes de 1994, confirment qu'il n'y a pas eu de radicalisation, de poussée électorale vers la gauche, car s'il y en avait eu une, malgré son langage ambigu le PC en aurait bénéficié par rapport au PS.

Ce recul du PC confirme cependant, malheureusement de la façon la plus stérile du point de vue des intérêts des travailleurs, l'inanité de la stratégie de la direction, même du point de vue de l'influence électorale du parti. Ceux qui pouvaient être sensibles au langage et aux attitudes présentés comme « modernes » par Robert Hue, c'est-à-dire l'abandon de ce qui reste d'un langage de lutte de classe, ont préféré voter Vert, ou continuer à voter PS.

Le résultat de la liste LO-LCR

Le score de la liste de Lutte Ouvrière et de la Ligue Communiste Révolutionnaire – 914 680 voix ; 5,18 % de l'électorat d'après les chiffres du ministère de l'Intérieur – est à apprécier dans ce contexte. Bien sûr, une progression par rapport aux scores précédents de l'extrême gauche aurait été la traduction électorale d'une radicalisation, l'expression du mécontentement des travailleurs et plus généralement des classes populaires. Il ne dépend évidemment pas de nous que la radicalisation existe, il pouvait tout au plus dépendre de nous – et encore, dans une certaine mesure, car c'est aussi une question de force numérique, de moyens militants – que si elle existait, elle se traduise électoralement par des votes en faveur de notre liste et pour les objectifs que nous avons défendus.

Manifestement, il n'y avait pas une telle radicalisation, ample, de l'opinion des classes laborieuses. Le courant d'extrême gauche n'a pas été amplifié, élargi par rapport à ce qu'il est, sur le plan électoral depuis 1995 et les 5,30 % obtenus alors par notre camarade Arlette Laguiller.

Mais justement ! Ce qui est remarquable c'est que sans poussée à gauche, sans radicalisation particulière de l'opinion de l'électorat populaire, depuis quatre ans se manifeste régulièrement et se maintient un électorat d'extrême gauche, qui se reconnaît dans le langage de la lutte de classe, qui se retrouve dans l'opposition sans compromis à la politique antiouvrière des gouvernements successifs, qu'ils soient de droite ou se prétendent de gauche, même plurielle. Et l'extrême gauche apparaît, fut-ce seulement sur le plan électoral mais dans des élections aussi variées que la Présidentielle, les Régionales ou les Européennes, comme une force politique significative et stable.

Et, comme nous en parlons par ailleurs, c'est dans les quartiers populaires, dans les cités ouvrières que ce vote d'extrême gauche se manifeste le plus fort, atteignant 7 %, 8 % voire plus dans certains endroits. Cela signifie que le vote en faveur de notre liste n'a pas seulement un caractère de contestation, une façon socialement indifférenciée d'exprimer son mécontentement aux hommes politiques qui gouvernent, mais que c'est précisément la population laborieuse dont nous entendons défendre les intérêts qui se reconnaît dans le caractère de classe de notre politique et de notre programme.

Le résultat de notre liste s'approche de très près de celui du PC. Nous ne nous réjouissons pas du fait que cela se soit produit à un niveau bas et nous n'avons pas cessé de répéter pendant la campagne que nous aurions préféré une progression parallèle des résultats car encore une fois, un déplacement de votes du PS vers le PC aurait été, malgré la solidarité de la direction du PC avec la politique gouvernementale, une expression de la poussée à gauche, complétant un accroissement des votes en faveur de notre liste. Mais le fait que le résultat de notre liste soit comparable à celui du PC, alors que ce dernier a une force organisationnelle, des moyens militants et une présence bien plus grande dans le pays, conforte l'idée qu'en tout cas, une politique radicale, une politique de classe, n'isolent pas du monde du travail – ce que nous avons constaté tout au long de notre campagne, y compris auprès des travailleurs qui n'allaient pas voter pour notre liste.

L'existence et la stabilité de ce courant d'extrême gauche ne suffisent certes pas en elles-mêmes à créer le parti représentant les intérêts politiques des travailleurs et des chômeurs qui manque dans ce pays. Mais elles peuvent en faciliter l'émergence. Nous continuerons en tout cas à militer dans ce sens et à défendre le programme et les objectifs qui ont reçu l'approbation de toutes celles et de tous ceux qui ont voté pour notre liste.

Georges KALDY

Le commentaire de *L'Humanité*

« La liste d'extrême gauche enregistre des mauvais scores traditionnels en Corse (3,05 %), dans le Var, le Gard, en Vendée, dans les Alpes-Maritimes, elle se positionne devant le PCF dans cinq régions (Alsace, Basse-Normandie, Pays de la Loire, Lorraine, Franche-Comté), 21 départements (Manche, Loire-Atlantique, Vosges, Haute-Marne, Eure-et-Loir, Calvados, Orne, Ille-et-Vilaine, Bas-Rhin, Haut-Rhin, Côte-d'Or, Moselle, Mayenne, Meuse, Territoire de Belfort, Deux-Sèvres, Doubs, Maine-et-Loire, Haute-Saône, Vendée, Guyane, Wallis-et-Futuna, Nouvelle-Calédonie et Mayotte) et une quinzaine de grandes villes (dont Paris, Besançon, Montpellier, Clermont-Ferrand, Cherbourg, Rouen, Pau, Grenoble, Toulouse, Lyon, Bordeaux, Brest, Caen, Dijon, Angers, Nantes, Rennes) »

(*L'Humanité* du 15 juin)

Depuis plusieurs années, il existe au sein de notre organisation une tendance minoritaire. Cette tendance soumet des textes différents de ceux de la majorité au vote de nos camarades lors de nos conférences nationales. Mais elle s'est exprimée aussi, à chaque fois qu'elle l'a désiré, dans les bulletins intérieurs de notre organisation.

Ces camarades ont demandé à se constituer en tendance structurée ou, autrement dit, en fraction.

C'est pourquoi ils s'expriment dorénavant chaque semaine à cet endroit, dans les colonnes de notre hebdomadaire, parfois pour défendre des opinions identiques ou semblables à celles de la majorité, parfois pour défendre des points de vue différents.

TRIBUNE

UNE FORCE POLITIQUE RÉVOLUTIONNAIRE

Les résultats de la liste LO-LCR des élections européennes ont confirmé ceux d'Arlette Laguiller aux élections présidentielles de 1995 et ceux des listes LO aux élections régionales de 1998. Dans cette deuxième partie des années 90, qu'on nous a tant dit peu favorables au militantisme politique, l'extrême gauche a pourtant franchi un palier et impose à ses ennemis comme à ses amis de reconnaître l'existence d'une force politique révolutionnaire.

Une force encore modeste. 5 % des suffrages permettent d'envoyer pour la première fois 5 députés au Parlement de Strasbourg, ils ne représentent qu'un peu plus de 900 000 voix. Une force encore fragile, bien que la condescendance des médias, préférant comparer ce résultat aux sondages de la semaine précédente plutôt qu'aux résultats de 1994, par exemple, n'a d'autres raisons que d'en diminuer la portée.

Mais une force réelle. LO et la LCR, en sachant distinguer ce qui les différencie ou les oppose de ce qui peut fonder une alliance des communistes révolutionnaires dans la situation actuelle – le programme de mesures d'urgence et l'opposition résolue au gouvernement comme au patronat – ont permis à cette force politique d'apparaître dans ces élections. Ce n'est pourtant pas le terrain qui lui est a priori le plus favorable.

Les élections sont finies. A moins de coup de théâtre les urnes sont rangées pour deux ans ou presque, les municipales ayant lieu dans 20 mois. La force politique révolutionnaire qui a commencé à s'affirmer le 13 juin doit maintenant se renforcer sur le terrain qui est le sien – sur lequel elle existe d'ailleurs depuis bien longtemps, bien avant qu'on note son existence sur le terrain électoral – celui de la vie quotidienne et de la lutte de classe du prolétariat, en priorité dans les entreprises où il travaille, mais aussi les quartiers et les villes où il vit.

Continuer l'alliance LO-LCR

Il va de soi que l'alliance LO-LCR doit continuer sur la base de la plate-forme défendue durant ses élections. A Strasbourg nos cinq députés n'ont certainement pas de grosses possibilités d'agir, même pas de se faire entendre, puisqu'ils ne seront pas un groupe officiellement reconnu. Mais, dans la mesure de leurs possibilités, comment pourraient-ils ne pas continuer de défendre ensemble la politique sur laquelle ils se sont présentés ensemble sans se renier ou trahir aux yeux de ceux qui ont voté pour eux ?

Mais LO et la LCR ont bien d'autres terrains sur lesquels se faire entendre, de manière bien plus efficace, et continuer à défendre la politique qui leur est commune. Les occasions de continuer la campagne pour le plan d'urgence et d'exprimer une opposition radicale au gouvernement comme au patronat nous sont fournies par le gouvernement et le patronat eux-mêmes. Et personne ne peut douter que cela va continuer dans les mois qui viennent.

La deuxième loi Aubry, par exemple, que gouvernement, patronat et certaines directions des partis de gauche et des confédérations syndicales préparent activement pour la rentrée est l'occasion (mais il y en aura d'autres, tant les attaques tous azimuts devraient être l'occasion de ripostes) d'une nouvelle initiative de nos deux organisations. De prolonger la campagne menée à l'occasion des européennes. D'opposer aux mesures qui visent à mettre les travailleurs encore plus à la discrétion des patrons sans remédier au chômage, celles du plan d'urgence pour en finir avec la misère et le chômage sous le contrôle des travailleurs eux-mêmes. De lier cette campagne aux luttes qui ne manqueront pas de se produire (comme celle récente des cheminots, qui ne sont certainement pas les seuls conscients que le prétendu passage aux 35 heures est une attaque contre les salariés). De rallier et d'associer des militants et des travailleurs syndicalistes, socialistes, communistes, de gauche, des sans parti ou sans syndicat, tous ceux qui, quelles que soient leurs sympathies ou antipathies politiques, ont de plus en plus conscience de la nécessité de résister et riposter à l'offensive capitaliste.

S'adresser aux organisations ouvrières, au PCF et à leurs militants

La force politique révolutionnaire qui se constitue autour de l'alliance LO-LCR a pour objectif et tâche prioritaires d'impulser et d'aider à l'organisation et aux luttes des exploités et des opprimés. Et pour cela de trouver et gagner des alliés dans le mouvement ouvrier, ses militants et ses organisations, ses syndicats ou ses partis, entre autres le PCF.

La plupart des médias qui soulignent que les résultats de LO-LCR talonnent ceux du PCF ne le font que pour se réjouir du recul électoral de ce dernier. Mais ce recul ne peut qu'exacerber la colère ou le découragement des militants déjà critiques et ouvrir les yeux d'autres qui ne l'étaient pas jusque là sur une politique qui tourne le dos aux intérêts des travailleurs comme à ceux du parti lui-même. Aussi dans l'intérêt de la classe ouvrière (comme dans ceux du PCF lui-même, mais cela c'est au PCF d'en décider) les révolutionnaires peuvent maintenant proposer au PCF et à ses militants de discuter et mener ensemble une autre politique, une politique de lutte de classe, notamment pour le plan d'urgence et pour préparer les luttes. Ils ont aujourd'hui le poids politique pour le faire d'une façon crédible. Avec une chance de gagner à cette politique sinon Robert Hue, qui s'efforçant de faire bonne figure après les mauvais résultats électoraux a déjà proclamé sa volonté de continuer comme si de rien n'était, au moins bon nombre de militants.

La mise en œuvre de cette orientation exige évidemment que LO et la LCR maintiennent leur alliance sur les bases sur lesquelles elle s'est constituée. Mais pour nous en insuffler la volonté (si elle manquait) ne suffit-il pas de voir comment nos adversaires scrutent les failles et les différences entre nous ? Les accusations d'être une secte lancées à l'encontre de LO durant toute la précampagne n'ayant pas réussi à séparer d'elle la LCR, aujourd'hui le thème annoncé est celui de l'échec électoral, 5 % ne suffisant pas pour constituer un seul et plus grand parti. Constituer un plus grand parti ? Sans doute pas. Mais donner un nouvel élan à une force politique qui comptera dans la lutte de classe, certainement. On va vite le voir.

Jacques MORAND

LES SANS-PAPIERS CONTINUENT LA LUTTE

Au fil des semaines, de nombreux sans-papiers se voient signifier les décisions de refus de régularisation. Des milliers d'entre eux sont actuellement dans des centres de rétention administrative où ils sont parqués le plus souvent dans l'attente d'une mesure d'expulsion. Chaque jour les tribunaux prononcent des condamnations à l'égard de travailleurs immigrés en situation irrégulière. Plus de 3 000 d'entre eux sont en prison. Quant aux dizaines de milliers d'hommes et de femmes qui en sont réduits à vivre dans la clandestinité, ils n'ont la plupart du temps pas d'autre choix pour survivre que d'accepter de travailler dans les pires conditions, dans les chantiers et les ateliers clandestins.

Cette situation est révoltante et nous sommes aux côtés de tous ceux qui parmi eux refusent de baisser les bras.

Depuis un mois et demi, des sans-papiers sont en grève de la faim à Toulouse. A Lille, ce sont 22 sans-papiers qui ont entamé eux aussi une grève de la faim. Depuis le mercredi 9 juin, un collectif parisien, après avoir occupé nuit et jour des locaux de la Société des gens de lettres au 38, rue du Faubourg-Saint-Jacques, y est présent pendant toute la journée.

Les revendications mises en avant sont :

– la régularisation de tous les sans-papiers avec carte de dix ans ;

– l'abrogation de la double peine et de toutes les lois anti-immigrés ;

– l'arrêt des interpellations, incarcérations et expulsions des sans-papiers ainsi que le retour des expulsés et la libération des sans-papiers emprisonnés ;

– la fermeture des centres de rétention.

Le gouvernement, considérant la solidarité avec les sans-papiers comme un « délit », fait peser la menace de sanctions pénales sur ceux qui leur viendraient en aide. Ces mesures d'intimidation, tout aussi odieuses, n'arrêteront pas ceux qui, aujourd'hui, se sentent solidaires des sans-papiers.

VIE SAUVE ET LIBERTÉ POUR MUMIA ABU-JAMAL !

Arrêté en 1981 alors qu'il portait secours à son frère agressé par la police, Mumia Abu-Jamal, grièvement blessé, a été accusé du meurtre d'un policier, emprisonné puis condamné à mort. Depuis ce moment, il n'a pas cessé de clamer son innocence.

Le 2 juin dernier, ayant pu rendre visite à Mumia dans le couloir de la mort, une représentante du Comité de soutien international à Mumia Abu-Jamal et aux prisonniers politiques aux États-Unis (Cosimapp) a constaté combien son état de santé se détériorait. Il « *souffre de douleurs aiguës incessantes et des œdèmes aux pieds, présents depuis plusieurs mois déjà, se compliquent maintenant par un noircissement des chevilles qui remonte sur une hauteur d'environ 15 cm vers les genoux.* »

« *Il y a quelques mois, Mumia, qui ne pouvait déjà plus faire sans douleurs les quelques exercices auxquels il a droit pendant l'heure quotidienne hors cellule, a demandé à la prison une consultation médicale. La prison lui envoya une infirmière qui l'examina à travers une vitre. La « consultation » fut payante.* » Mumia Abu-Jamal souffre « *de douleurs continuelles alors qu'elles étaient jusqu'alors quelque peu apaisées lors de l'immobilité, chevilles enflées, œdème du visage, prise de poids anormal* » probablement dus « *à un affaissement des voûtes plantaires* », suite au fait que depuis mars 1998, « *on impose aux condamnés à mort une nouvelle tenue à rayures dite « de bagnard » et des chaussons à semelle plate qui, dès les premiers jours, entravent tout exercice physique* ».

Le Comité de soutien communique qu'« *il est dès maintenant urgent d'appeler ou de faire parvenir des fax aux autorités concernées en Pennsylvanie, en leur signalant les graves carences en soins médicaux au niveau de toutes les prisons de l'État, en exigeant que Mumia Abu-Jamal et tous les prisonniers puissent avoir accès à des médecins et à un personnel soignant ni affilié ni employé par le système carcéral* ».

(Comité de soutien à Paris, tél. 01 45 79 88 44)

Suisse

RÉFUGIÉS INDÉSIRABLES

En Suisse, tout comme dans le reste de l'Europe, les réfugiés se heurtent à une application de plus en plus restrictive du droit d'asile.

Le Parlement fédéral de Berne a adopté l'an passé une nouvelle législation plus répressive, pour combattre les prétendus « abus » dans ce domaine. Elle prévoit en particulier le refoulement dans les 24 heures des demandeurs de droit d'asile qui ne seraient pas en possession de papiers d'identité réguliers. Les politiciens de la droite et du centre jouaient déjà sur cette corde anti-étrangers, en vue des élections législatives d'octobre prochain.

Croyant pouvoir mettre à profit la sensibilisation et l'élan de solidarité suscités par la situation des réfugiés kosovars, la gauche et les Eglises ont demandé un référendum sur cette législation, dans l'espoir qu'elle ne soit pas confirmée. Eh bien, elle l'a été par 70 % des votes.

Les autorités suisses disent que, début 1999, le pays accueillait déjà 200 000 Kosovars et qu'il ne pouvait – air connu – remédier à toute la misère du monde. Il est plus facile et plus lucratif d'accueillir l'or des nazis ou les dollars des barons de la drogue. Mais les banquiers, les politiciens au pouvoir et les bourgeois français, allemands, anglais, américains sont encore plus hypocrites, eux qui n'ont accepté qu'un nombre dérisoire de Kosovars, tout en bombardant et ruinant la Yougoslavie et le Kosovo.

V. G.

JOSPIN, LES VERTS ET LE PCF

Le score des Verts français qui obtiennent 9,72 % des suffrages exprimés a été présenté par la presse, de façon quelque peu intéressée et tendancieuse, comme une des surprises de ce scrutin européen.

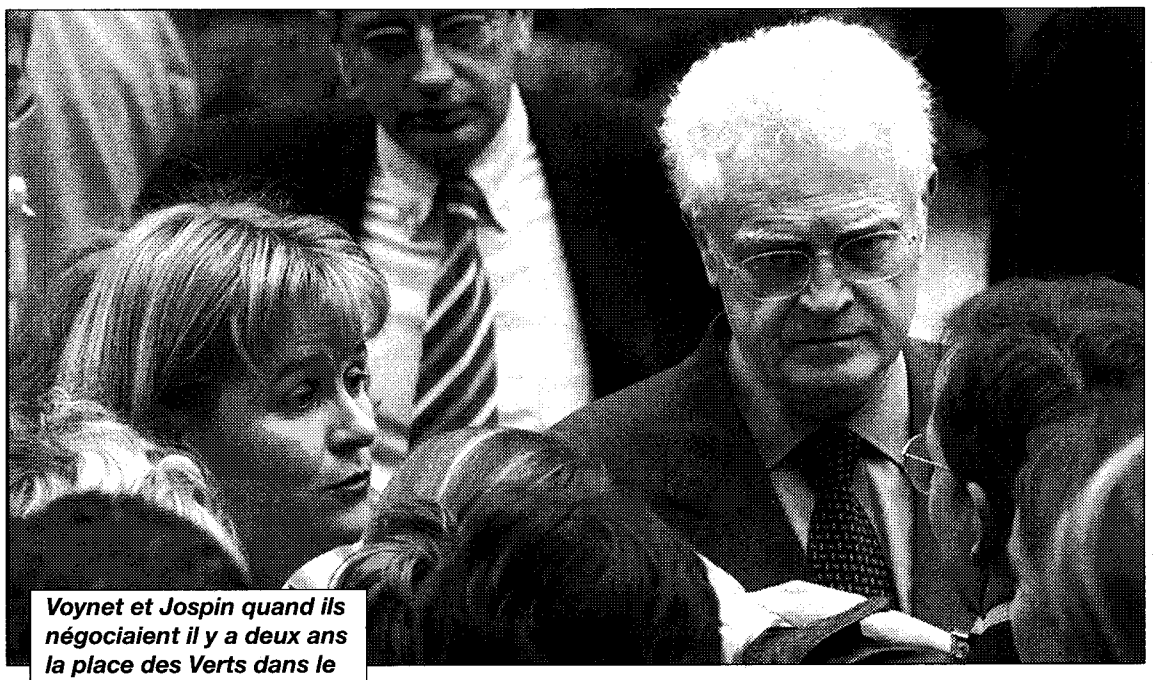
Cette même presse avait fait de Cohn-Bendit son candidat dès l'automne, le présentant comme celui qui devait bousculer la donne. Aujourd'hui, huit mois plus tard, le résultat ne mérite pas toutes les acclamations laudatives qu'il a suscitées. Il est somme toute conforme à ce que laissaient présager les sondages, et même en retrait par rapport au résultat obtenu par Waechter qui dirigeait la liste écologiste en 1989, liste sur laquelle figurait déjà Dominique Voynet et qui avait obtenu 10,59 % des suffrages.

Aujourd'hui, forts des résultats du 13 juin, les Verts proclament à son de trompe qu'ils sont désormais la deuxième composante de la « gauche plurielle » et revendiquent quasi ouvertement une place plus grande à la table du Conseil des ministres. Avant même qu'on lui propose un tel marchandage – et c'en est un, et qui ne recouvre pas un débat d'idées, mais un sordide calcul d'ambition – Jospin avait prévenu qu'il ne considérait pas les résultats des Européennes comme devant déterminer la composition et l'équilibre gouvernementaux. Au lendemain du résultat il a confirmé cette attitude. En changera-t-il dans les semaines et les mois qui viennent ? Lorsqu'il s'agit de péripéties politiciennes, dans lesquelles interviennent des calculs tacticiens fondés sur différents facteurs, il est bien difficile de faire des prévisions. D'autant que les prochaines élections programmées en 2001 seront les Municipales, et qu'interviendront alors dans les marchandages des facteurs qui ne jouent pas de la même façon qu'au plan national.

Jospin a de bonnes raisons de ne pas se précipiter pour accueillir plus de Verts dans son gouvernement, et de ménager le PCF, malgré son échec. Tout d'abord une raison de pure arithmétique parlementaire. Le PC dispose à l'Assemblée nationale de 38 députés et apparentés contre 6 aux Verts. Ces derniers doivent d'ailleurs leur élection à l'appui direct du PS qui n'avait pas présenté de candidats contre eux lors des élections législatives de juin 1997, ce qui n'est pas le cas des élus du PCF. Cela montre que les élus du PCF bénéficient d'un enracinement local bien plus réel que les Verts. C'est là un aspect qui dépasse la simple arithmétique parlementaire. Le PCF, même en nette régression, existe au-delà des élections, au travers de dizaines de milliers de militants, de sympathisants qui, bon an mal an, répercutent et défendent sa politique dans tout le pays ou même simplement propagent son image, attestent de son existence à leur façon, telle qu'ils la conçoivent. Et surtout le PCF dispose encore dans les entreprises de dizaines de milliers de militants qui conservent une influence dans la classe ouvrière, et qui peuvent encore agir pour… et parfois contre, le développement des luttes. Le récent conflit à la SNCF en a été la triste illustration. Les Verts n'ont quant à eux qu'une présence superficielle, et pas sur des terrains qui peuvent mettre dans l'embarras le gouvernement, et encore moins la bourgeoisie. Ils ne peuvent au même titre prétendre jouer un rôle de contre-feu, le cas échéant.

Jospin, les socialistes, en gérant loyaux et responsables des intérêts de la bourgeoisie, savent tout cela. Et c'est ce sens de la responsabilité qui fait qu'ils tempèrent les ambitions politiciennes de ces Verts aux dents longues, qui frétillent d'excitation à l'idée de pouvoir croquer une plus grosse part du fromage du pouvoir.

J.-P. V.



AFP

Voynet et Jospin quand ils négociaient il y a deux ans la place des Verts dans le gouvernement de la « gauche plurielle »

Après le poulet, la canette de Coca

ÇA PUE LE PROFIT

Après le poulet à la dioxine, voici le scandale des canettes de Coca, dont le gouvernement français vient de décider de suspendre la vente.

Cela fait suite aux analyses effectuées sur des échantillons des mystérieux ingrédients entrant dans la composition du Coca-Cola (ils sont protégés par le secret commercial), mais aussi du Sprite, du Fanta et autre Minute Maid, toutes boissons contrôlées par le même trust mondial, prélevés dans une usine d'embouteillage de Dunkerque, qui alimente notamment le marché belge. Ce prélèvement faisait lui-même suite à la décision prise en Belgique de retirer de la vente des millions de canettes suspectes produites dans l'usine nordiste.

Quelques jours avant, on avait appris que cinquante-cinq jeunes consommateurs avaient été victimes de malaise et avaient dû être hospitalisés, peut-être à cause du breuvage chargé d'éteindre la « soif d'aujourd'hui ». Les résultats des analyses doivent être communiqués d'ici vendredi 19 juin à la préfecture du Nord-Pas-de-Calais. Du côté de la firme, on botte en touche en désignant, éventuellement, les laques recouvrant les canettes de Coca ou les fongicides protégeant les palettes. Ainsi, on a pu voir un responsable du dépôt dunkerquois mettre sous le nez d'un journaliste de télévision une canette censée provenir du même lot en lui lançant : « *Vous voyez, elle sent bon* ». Cette démonstration, assez peu scientifique, devait à ses yeux suffire à rassurer, via la télé, des clients éventuellement inquiets.

Aux yeux des chefs d'entreprise de l'agro-alimentaire, quand une crise de ce genre éclate, tout doit être fait pour rassurer le client. La volaille vient de se couvrir de labels rouges et autres appellations « poulet de Bresse » censés ramener la clientèle que le scandale de la dioxine a pu éloigner des tiroirs-caisses. Comme hier, pendant la crise de la vache folle, il s'agit d'abord de lever tous les doutes. Et aux yeux du patronat de cette filière, les salauds ce ne sont pas ceux qui, comme eux, prennent le risque de vendre des produits frelatés, mais plutôt ceux par qui le scandale arrive et qui gâte… le commerce.

Mais le drame dans ce genre d'affaires, c'est qu'on ne peut évidemment faire confiance ni au patronat, ni au gouvernement, ni même aux organismes qui font semblant de se pencher sur le problème, comme les institutions européennes qui vont bientôt évoquer le problème des farines animales dans la filière agro-alimentaire, car tous sont là d'abord sensibles à la soif de profit des grandes entreprises. Une autre « soif d'aujourd'hui » tellement inextinguible qu'elle va parfois jusqu'à stimuler les énergies et les imaginations pour tenter d'écouler, vaille que vaille, des productions douteuses ou mêmes, parfois, carrément avariées. On l'avait vu au cours du scandale de la vache folle, où certains fournisseurs avaient continué d'écouler des aliments pour bétail interdit à la commercialisation, pourquoi ne reverrait-on pas la même chose pour le poulet ou la canette de Coca ?

Pour qu'il en aille différemment, il faudrait que la population réussisse à exercer son propre contrôle sur toutes les étapes de la filière. On y découvrirait alors non seulement de quoi se compose notre assiette mais aussi le caractère sordide de l'exploitation dans la filière alimentaire, le montant considérable des profits réalisés dans cette branche, et quel prix la population paye non seulement avec son porte-monnaie mais avec sa santé. Il y aurait certainement là de quoi donner naissance à une salutaire colère. C'est bien ce que le patronat préfère éviter.

J.F.

L'État mauvais payeur

DES MILLIERS DE PRÉRETRAITÉS SPOLIÉS

Le départ en préretraite est une pratique que l'Etat a encouragée pour aider les grandes entreprises de l'automobile ou de la sidérurgie par exemple à diminuer en douceur leurs effectifs. Et pour obtenir l'accord des salariés concernés par ces départs à 57 ou 58 ans, l'Etat s'est engagé à verser les cotisations de retraite complémentaire (AGIRC et ARRCO) pour la période restant à couvrir jusqu'à l'âge normal de leur retraite.

Or il ne l'a fait que très épisodiquement. Du coup, les dettes cumulées par les gouvernements successifs vis-à-vis des caisses de retraite s'élèvent à 8 milliards de francs.

Déjà confrontés à des difficultés financières, ces organismes ont donc décidé de se retourner, non contre l'État, mais contre les affiliés en refusant de leur verser les sommes correspondantes. Ils sont ainsi 25 000 à 30 000 retraités à voir leur pension amputée de 50 à 800 francs par mois, et des milliers d'autres devraient connaître le même sort dans les mois à venir.

Les responsables des caisses de retraite se sont bien gardés d'informer les préretraités du sale coup qu'ils préparaient. Quant aux syndicats, cogestionnaires de ces caisses, ils ont observé un silence complice.

Les gouvernements savent se montrer généreux lorsqu'il s'agit d'accorder des aides et des subventions aux entreprises, mais quand il s'agit d'honorer leurs engagements vis-à-vis des salariés et des organismes sociaux, c'est une autre histoire. Et sur ce plan, le gouvernement de la gauche plurielle n'est guère différent de ceux qui l'ont précédé. Il laisse les salariés faire les frais du déséquilibre financier des régimes sociaux plutôt que d'obliger les entreprises et les actionnaires qui ont largement profité de ces réductions d'effectifs à assumer les coûts de leurs plans sociaux, ce qui ne serait que justice.

Roger MEYNIER

LE DROIT DES PEUPLES À L'AUTODÉTERMINATION FOULÉ AUX PIEDS PAR LES IMPÉRIALISTES COMME PAR MILOSEVIC

Les gros titres n'ont pas manqué dans la presse et l'ensemble des médias pour présenter l'entrée des premières troupes de l'OTAN au Kosovo comme une « libération » pour les peuples de la province. Les jeunes grimpant sur les chars, les bouquets de fleurs, les embrassades, tout y était… sauf que la vedette avait tout de même été raflée au général britannique Jackson par une petite unité de militaires russes venue de Bosnie et installée dans l'aéroport de Pristina dans la nuit du 11 au 12 juin, à la surprise générale – militaires russes accueillis en sauveurs, eux, par les Serbes de Pristina…

Se voir précéder par un contingent russe non prévu au programme, dans les lieux mêmes où il devait installer son QG, c'était évidemment un sale coup pour le général de l'OTAN, et même un camouflet spectaculaire pour l'ensemble des alliés. Le grotesque de l'affaire n'a pu qu'aggraver leur embarras. En tout cas, que l'initiative soit venue des seuls chefs militaires ou qu'Eltsine ait été dans le coup, l'affaire qui a terni le grand show des « libérateurs » révèle surtout les enjeux réels de la partie qui se joue entre les grandes puissances au Kosovo.

Le territoire a été divisé entre les principales puissances impérialistes et leurs forces armées, et la Russie ne se résigne pas à se voir exclure du partage. Elle veut elle aussi son secteur en propre, et elle est en passe de l'imposer.

La vieille politique de division des régions balkaniques en sphères d'influence distinctes connaît ainsi une nouvelle actualité.

La « course au pavillon » a d'ailleurs sévi entre les alliés impérialistes eux-mêmes, de manière évidemment plus feutrée. Ainsi, les militaires français ne voulant pas pénétrer au Kosovo derrière les Britanniques ont adopté un autre itinéraire, dans le but de faire une entrée distincte mais simultanée. Hélas, cet itinéraire était plus difficile et les militaires français ont pris du retard… Perfide Albion !

Il n'est pas jusqu'à l'utilisation de Gurkhas népalais, héritage de l'empire colonial britannique, qui n'ait ajouté sa touche au style expédition coloniale de toute l'affaire.

Que devient le droit des peuples du Kosovo à décider de leur avenir dans tout cela ?

La grosse préoccupation des états-majors, c'est d'empêcher que l'UCK puisse mettre à profit le moindre vide laissé sur le terrain par le départ des troupes serbes C'est une préoccupation qu'ils partagent avec Milosevic; et aussi, d'ailleurs, avec les responsables russes, malgré la nique que ceux-ci font aux Occidentaux pour leur imposer d'avoir leur part du gâteau.

Quand Milosevic et son armée refusent, devant l'opinion en Serbie, d'admettre comme une capitulation de leur part la signature des accords de Kumanovo, ils ont des munitions politiques à exploiter : l'OTAN s'est chargée d'obtenir le désarmement de l'UCK, tout en maintenant le Kosovo dans le cadre de la Yougoslavie restreinte, dont les puissances et l'ONU garantissent la souveraineté et l'intégrité territoriale. Tout au plus est-il question, aujourd'hui, d'une autonomie pour le Kosovo, sans même la vague promesse contenue dans les accords de Rambouillet d'un éventuel référendum d'autodétermination, à terme.

Milosevic et les nationalistes en Serbie se targuent de n'avoir « pas donné le Kosovo ». Et, que l'OTAN se charge de faire déposer les armes aux « terroristes de l'UCK », leurs ennemis, c'est après tout, pour eux, bon à prendre…

Cela dit, que le Kosovo reste formellement à la Serbie n'empêche pas que ce soit un protectorat militaire international qui se met en place, avec un territoire quadrillé et réparti entre des troupes d'occupation étrangères, pour une durée non limitée. Les aspirations des peuples n'ont pas plus de part dans les calculs des « Grands » que dans ceux d'un Milosevic.

Ce que peut être la représentativité réelle des organisations kosovares comme la LDK d'Ibrahim Rugova ou l'UCK, nous ne le savons pas, quoique leur popularité ne semble faire aucun doute, mais en tout cas l'OTAN et les dirigeants politiques font la démonstration qu'ils n'entendent pas les associer aux choix décisifs. Pour le moment, « à chaud » en quelque sorte, ils ne se sont pas heurtés sérieusement aux combattants de l'UCK, ou pas encore, car l'opération consistant à occuper le terrain « sur les talons » des forces armées serbes est en cours, elle n'est déjà pas simple et ne va pas sans tensions.

Gamma

Après les Kosovars d'origine albanaise, c'est le tour des Serbes du Kosovo d'être jetés sur les routes

En outre, ils sont précautionneux : si le rapport des forces est évidemment écrasant en défaveur de l'UCK, il n'est cependant pas dit que celle-ci se laissera soumettre sans résistance aux plans programmés par l'OTAN. Pour le moment, l'armée nationaliste joue sa carte en s'efforçant de se placer, dans certaines parties du Kosovo. Cherchera-t-elle à s'appuyer sur la population, on verra. L'UCK n'a pas de programme politique connu, en dehors de l'objectif de l'indépendance.

Une paix précaire et inique

Cette paix armée actuelle est précaire. Elle est lourde de menaces, de dérapages en tous genres et de rebondissements guerriers.

Sans aucun doute, l'arrêt des bombardements de l'OTAN est en soi un soulagement, tant au Kosovo qu'en Serbie. Mais, au Kosovo, même le départ de l'armée et de la police serbes ne garantit pas celui des forces paramilitaires comme les milices d'Arkan. Et l'armée serbe elle-même est bien loin d'être détruite et en déroute. Elle n'est qu'affaiblie, et demeure, avec celle de la Croatie, le principal instrument de l'ordre dans la région pour le futur.

Cette paix est non seulement précaire, mais inique.

C'est au tour maintenant de la population serbe kosovare, des Tziganes aussi, de prendre les chemins de l'exil, et tous bien sûr n'ont pas participé aux exactions des milices anti-albanaises.

Quant aux centaines de milliers d'Albanais refoulés hors du Kosovo, ce sont des villes et des villages en ruines qu'ils retrouveront en rentrant, si et quand ils rentreront. Outre les fosses communes laissées par les sanguinaires chiens de guerre de l'« épuration » ethnique, dont on commence à parler, ils retrouveront un territoire aux infrastructures dévastées par les bombes et les missiles de leurs « libérateurs », au sol truffé de mines… C'est une vie de misère, sans perspective, qui les attend, sous la coupe des armées impérialistes, même flanquées peut-être d'une administration locale subordonnée, et dans laquelle même la reconnaissance formelle de droits nationaux sera privée de signification.

Qui plus est, il n'est même pas du tout certain que la situation ne débouche pas, en fin de compte, sur une partition du petit Kosovo.

Pour la population kosovare albanaise – mais aussi pour les Serbes kosovars restés sur place, éventuellement sous la « protection » de militaires russes amis de Belgrade – cette « libération » ne présage par elle-même que des lendemains amers, sans rien résoudre sur le fond.

Elle est à l'image des menées barbares des chefs nationalistes de Belgrade comme de l'agression par l'armada aérienne de l'OTAN : une illustration écœurante de la loi du plus fort et de la volonté d'hégémonie des grandes puissances impérialistes sur le monde.

Christiane LE GUERN

LA MORALE ÉLASTIQUE DES DIRIGEANTS IMPÉRIALISTES

L'accord conclu entre les dirigeants occidentaux et Milosevic qui laisse le Kosovo à ce dernier, au moins formellement, est suffisamment cynique pour que les Chirac, Clinton, etc., affectent de souhaiter « faire payer » Milosevic. Après son inculpation par le Tribunal pénal international, voilà qu'ils déclarent n'accepter de fournir leur aide à la reconstruction économique de la Serbie que sous condition : celle que Milosevic ne soit plus là.

Gamma

Les troupes françaises s'apprêtant à pénétrer au Kosovo.

Ces gens-là s'expriment évidemment en termes mesurés. Dans la presse, en tout cas dans *L'Express* (10 / 6 / 99), le chantage est plus grossièrement explicite : «… *il faut aller plus loin et demander sans relâche aux Serbes son arrestation […] C'est à ce prix que le peuple serbe pourra retrouver sa place dans le concert européen* ».

Comme il est facile à tous ces gens de faire d'un Milosevic un nouveau « grand Satan », et de prétendre culpabiliser l'ensemble du peuple serbe pour les crimes de son dictateur !

Qui a renforcé Milosevic ?

Milosevic mérite largement, évidemment, les épithètes les plus infamantes, mais il les mérite depuis longtemps, et au moins depuis qu'il a lâché ses soudards sur les villes de Croatie et sur une vaste partie du territoire de la Bosnie. Il faut croire que les quelque 200 000 morts, les millions de réfugiés et déplacés de cette guerre-là n'ont pas pesé lourd aux yeux des défenseurs autoproclamés de la morale et de la civilisation.

En effet, on ne peut tout de même pas effacer ce fait que, voici à peine quatre ans, Milosevic était reçu et traité fort civilement par les dirigeants de ce monde, en tant que grand homme de la paix car il avait conclu avec eux les accords sur la Bosnie.

Milosevic était alors, avec son compère croate Tudjman, leur homme dans l'ex-Yougoslavie.

Et ajoutons que l'embargo officiel contre la Serbie n'a jamais empêché la famille et la clique de Milosevic de s'enrichir personnellement, les difficultés résultant de l'embargo étant réservées à la population.

Bien des commentateurs, y compris en Serbie même, prévoyaient alors que Milosevic s'en prendrait ensuite, un peu plus tôt, un peu plus tard, aux Albanais du Kosovo. Le nationalisme agressif dirigé contre ceux-ci, non exempt de racisme, est son grand instrument de pouvoir depuis les débuts de son ascension. Mais les dirigeants occidentaux jugeaient Milosevic incontournable. Et cela a duré, en fait, jusqu'à l'automne 1998, alors même qu'il avait déjà lancé une grande offensive répressive au Kosovo.

Alors, il est venu apparemment un moment où sa politique ne leur a plus convenu. Pas suffisamment contrôlable, elle risquait d'entraîner, à partir du Kosovo, une déstabilisation des frontières imposées dans le passé par l'impérialisme dans les Balkans. Les dirigeants occidentaux ont choisi de mener leur sale guerre pour obliger Milosevic à se soumettre à leurs desiderata (et pour faire entendre la leçon au-delà même des Balkans). Aujourd'hui, Milosevic n'est donc plus persona grata, et la prétendue « conscience morale » des Chirac, Jospin, Clinton et autres s'est subitement émue. Pour autant, il ne s'agit évidemment pas pour eux d'appeler le peuple à le renverser par la force au besoin.

Préparatifs pour l'« après-Milosevic »

Parallèlement, des grandes manœuvres sont en cours pour préparer l'après-Milosevic en Serbie. L'opposition pro-occidentale se manifeste ouvertement, avec la fin de la guerre. Une coalition, l'Alliance pour les changements, regroupant toute une série de partis, associations, etc., et qui s'est réunie au Monténégro, revendique la levée de l'« état de guerre », la démission de Milosevic, et des élections libres dans les meilleurs délais. Il s'agit d'un front très large, qui n'exclut que l'extrême droite de Seselj et qui cherche à s'associer notamment l'Eglise orthodoxe (connue pour ses positions très nationalistes). Il entend agir par des pétitions, rassemblements de masse, etc. Sa principale personnalité semble être le président du Monténégro, Djukanovic, reçu plusieurs fois dans les milieux dirigeants occidentaux.

Mais l'après-Milosevic se prépare aussi du côté des ultra-nationalistes de Vojislav Seselj.

Devenu vice-Premier ministre dans le gouvernement de Milosevic, Seselj – rappelons-le – a semé la terreur de la Croatie à la Bosnie, à la tête de sa milice de tueurs, les « Aigles blancs ». Ami de Le Pen, c'est un grand « épurateur ethnique », qui appela « *à arracher les yeux des Croates avec des cuillères rouillées* »…

Il se démarque maintenant de Milosevic, jugé responsable de la défaite et de la honte de la Serbie, et peut sans doute espérer regrouper tous les secteurs de la population, qui restent nostalgiques de la « grande Serbie », les miliciens ou ex-miliciens qui n'ont plus rien à perdre, recruter parmi les Serbes exilés de Croatie et de Bosnie comme maintenant parmi ceux qui quittent le Kosovo, ainsi bien sûr que dans une partie de l'armée, y compris dans ses sommets, où son parti, le Parti Radical Serbe, est déjà implanté.

Dans le chaos et le dénuement matériel dans lesquels les bombardements de l'OTAN en particulier ont plongé la Serbie, le désespoir, l'absence de perspective, peuvent faire des ravages et donner des ailes à ces forces particulièrement réactionnaires, sinon ouvertement fascistes.

Quoi qu'il en soit, pour l'heure, Milosevic est toujours là…

C. L G

SALON DU BOURGET

AH, QUE LA GUERRE EST UNE BONNE AFFAIRE !

Le Salon aéronautique qui se tient au Bourget ne montre guère de nouveauté en matière d'aéronautique civile : à part une maquette d'un projet de super-Concorde ou celle d'un nouvel Airbus, ce salon est presque exclusivement consacré à la présentation d'appareils militaires. Il est d'ailleurs réservé aux « professionnels » (le public n'y étant admis qu'un week-end pour admirer ses monstres de technologie aussi meurtriers que coûteux), entendez par là qu'il sert de vitrine aux principaux fabricants d'armes de la planète.

Les États-Unis figurent en tête, mais la France (qui occupe la seconde place sur le marché de l'armement), la Grande-Bretagne, l'Allemagne, Israël, la Russie, etc. ne sont pas en reste pour tenter de placer leur marchandise. En tout, quarante pays sont présents, ou plus précisément les représentants des gouvernements de ces pays et leurs bons amis, les marchands de canons de tout poil.

Le premier sujet de satisfaction pour tous ces gens, qui font leurs profits sur la fabrication de machines à tuer, a été la guerre contre la Serbie ; elle a permis, selon le délégué général à l'armement du ministère de la Défense français, de « *tester le matériel dans des conditions difficiles* », en ayant été « *confrontés au mauvais temps et aux paysages montagneux* ». La guerre du Golfe s'étant, elle, déroulée « *par beau temps et dans le désert* », elle n'avait pas fourni les conditions idéales pour ces tests. Face à cette démonstration – pour de vrai – le salon fait du coup piètre figure et sert essentiellement à concrétiser les contrats.

A cette occasion, Alain Richard, ministre socialiste de la Défense (défense de quoi d'ailleurs, sinon la défense des profits de ces marchands d'armes !) a confirmé la commande de 48 Rafale à Dassault, pour un montant de 17,2 milliards de francs, ainsi que celle de 80 hélicoptères Tigre qui devraient concurrencer l'Apache, ce fameux « tueur de chars » des Américains dont on a parlé en long et en large à propos du Kosovo. Mais ces Tigre sont déjà concurrencés, avant même d'être construits, par le Comanche, de Boeing. Comme on voit la guerre… économique bat son plein, même à froid.

Le ministère de la Défense s'est félicité de « *la bonne santé du secteur aéronautique français* », qui a fait 161 milliards de chiffre d'affaires en 1998, et prévoit d'en faire 207 cette année. Dassault, Matra-Aérospatiale, Thomson ont de beaux jours devant eux, copieusement arrosés par l'argent de nos impôts pour construire du matériel qui, dans la plupart des cas, ne sert à rien et rouille sur les bases, avant d'être réformé pour être remplacé par des engins tout aussi coûteux, payés par l'argent des contribuables. Mais le pire, c'est lorsque ce matériel sert réellement, comme cela vient d'être le cas dans les Balkans, et qu'il sème les destructions et la mort.

Des milliards, du sang, des tués, c'est cela qu'il y a au Bourget, par-delà les engins qu'on y expose !

M. L.

Élections européennes

Allemagne

LE PARTI DU CHANCELIER BATTU, L'ÉLECTORAT DE DROITE EN VEUT PLUS !

AFP

Gerhard Schröder

« Aux Européennes, le SPD a du mal à mobiliser son électorat : pour un simple ouvrier, les avantages de l'Union européenne sautent moins aux yeux que pour un donneur d'ordres de la Bourse de Francfort », avait déclaré huit jours avant les résultats le directeur de campagne du Parti Social-Démocrate que dirige le chancelier Gerhard Schröder, grand perdant des élections européennes en Allemagne.

Et le « simple ouvrier » avait d'autant moins envie d'aller apporter son soutien au SPD que, depuis neuf mois qu'il est chancelier, le leader du Parti Social-Démocrate a surtout donné des signes que son gouverment fait passer les intérêts de la Bourse avant ceux de la population laborieuse. Outre-Rhin également, le chômage reste une plaie qui sert d'abord de prétexte à multiplier les aides au patronat, en le pourvoyant en main-d'oeuvre pas chère et sans parler le moins du monde de lui imposer une autre répartition de la richesse. La déclaration conjointe de Schröder et de Tony Blair pour une « *Europe plus flexible* », c'est-à-dire pour des travailleurs encore plus à la disposition du patronat et encore plus soumis à l'exploitation, ne risquait pas de déclencher d'enthousiasme chez les ouvriers conscients.

Bien sûr, cette prise de position n'était pas destinée au public ouvrier mais à tenter de séduire la partie de la petite bourgeoisie qui rêve d'imiter le grand patronat en créant une entreprise même minuscule et qui n'a qu'un credo : être libre de toutes charges et de toutes contraintes sociales, pour pouvoir exploiter sans vergogne et sans entraves. En déclarant que « *le gouvernement doit tout faire pour soutenir les entreprises* » et que « *les marchés du travail, du capital et des biens doivent tous être flexibles* », le chancelier Schröder a lui-même invité son électorat traditionnel à rester chez lui : l'abstention frôle les 55 %.

François Hollande a vanté ici le fait que, avec onze gouvernements socialistes, la cause de l'Europe sociale ne pouvait qu'avancer. Quel gros menteur ! Schröder est connu pour ses déclarations antieuropéennes. D'ailleurs, certaines des affiches de campagne du SPD donnaient plutôt des gages à ceux qui, à droite, sont hostiles à la construction européenne. Ce que ne démentait pas un de ses porte-parole, qui a déclaré : « *Nous avons un chancelier qui défend avec assurance les intérêts… allemands* ».

Toute cette démagogie n'a guère été payante. Les électeurs de droite que le SPD espérait ainsi attirer ont préféré donner leur voix au parti traditionnel de la droite allemande, les démocrates-chrétiens de la CDU-CSU, qui dépassent de 18 points le SPD et s'emparent de 53 sièges de députés européens contre seulement 33 au SPD. L'opposition de droite sort donc en pleine forme de ces élections.

Les Verts, alliés de Schröder, contestés par une partie de leur électorat à cause de leur allégeance gouvernementale au SPD et des prises de position guerrières du ministre Vert des Affaires étrangères dans la guerre du Kosovo, ont reculé de quatre points par rapport aux précédentes Européennes : ils perdent cinq sièges. Ceux-ci sont allés au PDS (Parti du Socialisme Démocratique), héritier politique de l'ex-Parti Communiste d'Allemagne de l'Est. Seul parti en lice à avoir dénoncé les bombardements de l'OTAN au Kosovo et les déclarations ultra-libérales du chancelier social- démocrate, avec 5,8% (dont 23% des électeurs en ex- Allemagne de l'Ouest et 1,5% à l'Ouest), il franchit la barre des 5% et obtient cinq élus au Parlement européen, confirmant ainsi ses résultats des précédentes élections législatives.

Schröder n'a pu que reconnaître sa défaite en promettant de devenir « *aussi bon en politique économique et sociale qu'en politique étrangère* ». S'il veut dire qu'il s'apprête à faire autant de dégâts vis- à-vis des classes populaires allemandes que ses troupes au Kosovo, c'est tout un programme ! Il indique en tout cas qu'il compte accélérer le pas pour satisfaire l'opinion… de droite. Taxé d'immobilisme par celle- ci, parce qu'il n'agissait pas assez vite pour la satisfaire, il vient de se fendre au lendemain de sa défaite électorale d'une nouvelle batterie de promesses, qui commence par la baisse des impôts… des entreprises...

Autant dire que les travailleurs allemands n'ont rien, mais vraiment rien à attendre de ce gouvernement rose-vert et qu'ils doivent se préparer à imposer ce qui leur tient à coeur par les seuls moyens de lutte vraiment efficaces : la grève et la lutte de classe.

Jacques FONTENOY

Grande-Bretagne

LA PARTICIPATION ÉLECTORALE BAISSE… COMME LE CRÉDIT DES POLITICIENS

Avec plus de 78 % d'abstentions aux élections européennes, la Grande-Bretagne fait figure de lanterne rouge parmi les quinze pays de l'Union européenne. Seule l'Irlande du Nord sauve un peu la mise avec une participation de plus de 45 %.

Il est vrai que les élections européennes n'ont jamais vraiment fait recette : en 1994, déjà, il y avait eu près de 65 % d'abstentions. Il faut dire aussi qu'il n'y aura eu pour ainsi dire aucune campagne électorale, et que bien des électeurs ignoraient sans doute jusqu'à l'existence de ces élections.

Toute la presse a commenté abondamment le fait du recul de la gauche en Grande-Bretagne. Avec respectivement 27 % et 34 % des suffrages, les positions des travaillistes et des conservateurs se trouvent pour ainsi dire inversées par rapport à ce qu'elles étaient au lendemain des élections européennes de 1994. Mais ce fait reflète bien plus la désillusion des électeurs travaillistes envers le gouvernement de Tony Blair, dont la politique s'est avérée dans la droite ligne de celle de ses prédécesseurs, que la remontée en puissance des conservateurs.

Car le taux d'abstention record de cette élection s'explique par d'autres facteurs que le désintérêt, assez général, pour les institutions européennes. Il fait suite à une dégringolade spectaculaire de la participation électorale dont le début remonte aux élections parlementaires de 1997 qui avaient porté le Parti Travailliste de Tony Blair au pouvoir. Entre les 71 % d'abstentions aux élections municipales de 1998 et 1999, et les 78 % de ces élections européennes il y a une certaine continuité qui, elle, n'a rien à voir avec l'Europe. Et ce n'est d'ailleurs pas par hasard si, une fois de plus, on retrouve en fait les mêmes tendances déjà visibles lors des élections des deux dernières années, avec une abstention moyenne de 85 % dans les bastions urbains ouvriers du Parti Travailliste, contre 72 % dans les secteurs non-urbains traditionnellement conservateurs.

Le Parti Travailliste, peu soucieux d'avoir à se prononcer clairement sur la question de l'euro, de peur de déplaire à la fraction isolationniste de l'électorat petit-bourgeois dont il cherche à se conserver les bonnes grâces, a brillé par son absence durant ces élections. Au contraire, le général Blair, comme on l'appelle désormais souvent par dérision, a tout fait pour caresser le nationalisme de cet électorat dans le sens du poil en continuant à passer les troupes en revue devant les écrans de télévision et à jouer les champions d'une politique encore plus dure que celle de Washington au Kosovo.

Quant aux conservateurs, qui étaient prêts à miser sur le terrain de l'anti-européanisme, ils restent affaiblis et divisés. Qui plus est, ils ont dû faire face à la concurrence non-négligeable de forces qui leur disputaient le même fonds de commerce, comme le Parti pour un Royaume-Uni Indépendant de Jimmy Goldsmith et celui des Verts (nettement plus marqué à droite qu'en France) qui chacun ont recueilli 7 % des suffrages.

De sorte que pour toute la partie de l'électorat qui aurait pu souhaiter profiter de cette élection pour exprimer un désaveu de la politique menée (ou proposée dans le cas de l'opposition) au détriment du monde du travail sur le terrain économique et social, voire sur celle menée dans la guerre des Balkans (bien moins populaire que le prétendent des sondages d'ailleurs très contradictoires), il n'y avait aucun choix.

François ROULEAU

Élections européennes

Italie

UNE POUSSÉE À DROITE

En Italie, les élections européennes intervenaient alors que les gouvernements, avec Prodi d'abord et D'Alema ensuite, s'appuient depuis trois ans sur un parlement à majorité de gauche, et elles n'ont été guère favorables à celle-ci.

C'est d'abord le parti de Massimo D'Alema, les DS (les Démocrates de gauche, issu de l'ancien PC), qui sort affaibli du scrutin avec 17,3 % des voix contre 21,1 % lors des élections législatives de 1996, dernières élections générales en date. Ses partenaires de la coalition gouvernementale, les Verts et le Parti Populaire notamment (ex-démocrates-chrétiens) perdent, eux, la moitié de leurs voix.

Cette perte a lieu en partie au profit de partis «nouveaux», même s'il s'agit en fait de vieilles connaissances. Ainsi l'ex-président du Conseil Prodi, qui vient de devenir président de la Commission européenne, a fondé avec l'ex-juge de l'opération «mains propres» Antonio Di Pietro le parti «les démocrates» à l'enseigne de «l'Asinello» (le petit âne), auquel Gina Lollobrigida a prêté sa candidature et qui a recueilli 7 % des voix. De même la liste de l'ex-commissaire à l'action humanitaire de l'Union européenne Emma Bonino a recueilli 8,5 % des voix. Elle permet ainsi au Parti Radical de Pannella, qui recueillait moins de 2 % des voix en 1996, de quadrupler ses voix.

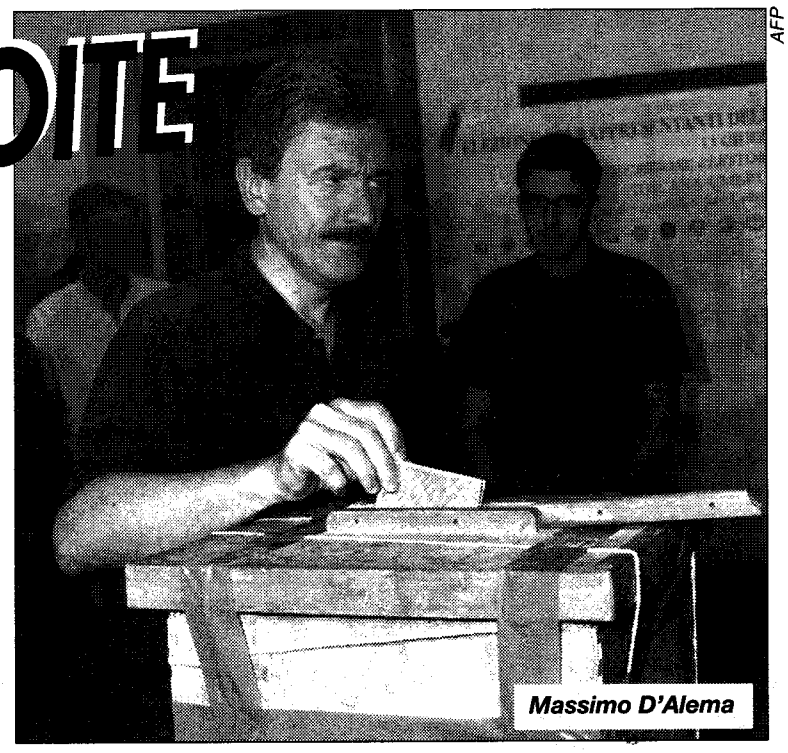
Enfin, à droite, c'est surtout le parti de Silvio Berlusconi Forza Italia qui sort renforcé de ces élections. Avec 25,2 % des voix (contre 20,6 % en 1996), il apparaît désormais comme le leader incontesté de l'opposition.

Comment interpréter ces votes ? Ils apparaissent en tout cas comme un certain désaveu du gouvernement en place. Après trois ans d'austérité et de politique antiouvrière imposées par des gouvernements dits de gauche, le mécontentement tend à s'exprimer autour de personnalités qui soit sont carrément réactionnaires comme Berlusconi, soit se cachent sous un vernis démocratique et libéral au fond tout aussi réactionnaire, comme Di Pietro ou Emma Bonino.

A gauche, le seul parti d'opposition était dans ces élections le Parti de la Refondation Communiste (PRC). Mais cette opposition est récente, puisqu'il n'est sorti de la majorité gouvernementale qu'au mois d'octobre dernier, au prix d'ailleurs d'une scission, celle du Parti des Communistes Italiens de Cossutta, qui continue de soutenir le gouvernement. Dans ces élections européennes le PRC ne recueille que 4,3 % des voix, contre 8,6 % en 1996, alors que les «cossuttiens» recueillent 2 % des voix. Le PRC, loin d'avoir surmonté le discrédit entraîné auprès de son électorat et de ses militants par son soutien à une politique antiouvrière, n'a que quatre élus au Parlement européen et les «cossuttiens» en ont deux.

Ainsi, c'est essentiellement la droite qui profite du discrédit de cette gauche qui, au gouvernement, mène depuis trois ans une politique propatronale éhontée. Et si le PRC tente de retrouver un peu de crédit en retournant à l'opposition, cette tentative se révèle impuissante à corriger le mal qu'il a fait en appuyant durant deux ans cette gauche au pouvoir. Il faudrait pour cela une politique autrement décidée, autrement radicale et autrement confiante dans les possibilités des travailleurs de renverser, par la lutte, l'actuel rapport de forces favorable au patronat et à toutes les forces antiouvrières.

André FRYS


AFP

Massimo D'Alema

Belgique

LE GOUVERNEMENT DÉSAVOUÉ

Le 13 juin, les électeurs belges devaient voter quatre fois. Il s'agissait d'élire les députés de la Chambre et ceux du Sénat au niveau fédéral, les membres des Conseils régionaux (flamand, wallon, Bruxelles-Capitale et Communauté germanophone) et enfin les députés européens (avec trois collèges: flamand, français et germanophones).

Le principal résultat de tous ces scrutins, c'est l'important transfert de voix des deux partis socialistes wallon et flamand (PS et SP) surtout au profit des deux partis verts (Ecolo et Agalev). Les deux partis sociaux-chrétiens (CVP et PSC) ont aussi perdu des voix, mais dans une moindre mesure, en faveur des libéraux (PRL et VLD).

L'extrême gauche représentée par le PTB (maoïste-stalinien) n'a pas progressé, avec environ 0,5 % des voix, et la liste «Debout» présentée par le militant des Forges de Clabecq, D'Orazio, à l'élection européenne en communauté française, a tout juste dépassé 1 % avec quelques pointes à 4 % dans certaines communes ouvrières. Quant au Parti Communiste, qui se présentait pratiquement partout pour la première fois depuis de nombreuses élections, il n'a recueilli qu'entre 0,5 et 1 % des voix.

De nombreux électeurs ont cependant sanctionné à leur façon la politique de la coalition gouvernementale des partis socialistes et sociaux-chrétiens. L'austérité et la précarité croissante imposées aux travailleurs et aux chômeurs, la privatisation de nombreux secteurs publics et les licenciements massifs couverts par le gouvernement (Renault Vilvorde et les Forges de Clabecq notamment) ont entraîné un rejet croissant des socialistes. Les «dysfonctionnements» des forces de police et de gendarmerie dans les affaires d'enlèvements d'enfants avaient déjà entraîné une profonde défiance vis-à-vis des partis de la coalition gouvernementale. Les derniers avatars de la pollution de la chaîne alimentaire par la dioxine l'ont encore accentuée.

Toutes ces élections étant à la proportionnelle intégrale, la chute en sièges des quatre partis de la coalition gouvernant au niveau fédéral comme régional est importante. A la Chambre, ces quatre partis perdent un total de 19 sièges sur 150, atteignant là leurs plus bas niveaux depuis 1946 et ne disposant plus de majorité (le PS est passé de 21 à 19 sièges, le SP de 20 à 14, le PSC de 12 à 10, le CVP de 29 à 22). Les verts ont gagné 5 et 4 sièges, avec maintenant 11 sièges pour Ecolo (côté francophones) et 9 pour Agalev (côté flamands), et sont candidats à la participation gouvernementale au sein des différentes coalitions envisageables. Le Vlaams Block (extrême droite flamande) a aussi progressé de 2 points et gagné 4 sièges, alors que l'extrême droite dans la communauté française a reculé et perdu un siège.

Pour les autres élections, les évolutions sont sensiblement les mêmes, ce qui va rendre particulièrement délicats les dosages pour le gouvernement fédéral, les trois gouvernements communautaires et les deux pouvoirs régionaux.

Mais les états-majors des grands partis avaient annoncé à l'avance que toutes les combinaisons entre socialistes, sociaux-chrétiens, libéraux et écolos seraient possibles. Cela montre à quel point leurs programmes politiques sont proches, et combien ils se préparent tous à la poursuite de la politique propatronale des gouvernements précédents.

Le report des voix socialistes vers les écologistes ne résoudra aucun des problèmes des travailleurs. Dans les diverses combinaisons possibles, les verts seraient de toute façon largement minoritaires et les éventuels ministres Ecolo ou Agalev dans des gouvernements de coalition n'auraient pratiquement pas la possibilité d'y défendre leur propre programme. Comme c'est déjà le cas au Parlement bruxellois depuis quatre ans, les écolos seront les otages volontaires des autres forces politiques et leur seule possibilité sera de s'aligner sur les partis majoritaires. Et puis, même si les écolos pouvaient peser un tant soit peu dans d'éventuelles coalitions, leur programme n'envisage en aucune façon de s'opposer à la politique patronale, notamment aux licenciements générateurs de chômage.

Les libéraux, eux, partisans de la liberté complète pour les entreprises et de la baisse des impôts pour les riches, mais qui ont mis une couche de vernis «social» pour ces élections, ont déjà fait partie de coalitions gouvernementales. Ils y ont bien sûr défendu les intérêts des patrons au détriment de ceux des travailleurs et continueront à le faire dans les éventuelles coalitions gouvernementales auxquelles ils participeraient.

Il y a deux ans et demi, les travailleurs des Forges de Clabecq avaient rassemblé autour d'eux 70 000 «marcheurs» contre la fermeture de leur entreprise et pour l'emploi. Cela avait inquiété le patronat et les politiciens, mais n'avait pas été suffisant pour les faire reculer. Il faudra d'autres mobilisations des travailleurs, de plus grande ampleur et sachant se donner des objectifs radicaux, pour faire reculer patrons et gouvernements.

L'ARGENT PUBLIC ARROSE LES ACTIONNAIRES DES GRANDS GROUPES

Une commission d'enquête parlementaire vient de rédiger un rapport sur l'utilisation des aides publiques aux entreprises qui ne manque pas d'intérêt. On y apprend ainsi que l'État distribue chaque année 170 milliards de francs, soit l'équivalent de 12 000 F par salarié du privé. De quoi combler tous les trous de la Sécurité sociale et bien d'autres budgets sociaux !

Ce rapport, qui souligne la complexité des dispositifs, relève qu'il existe une multitude d'organismes, distribuant au total 70 types d'aides publiques, dont 18 au titre de l'aménagement du territoire et 13 au titre du soutien à la recherche. Sans parler de la soixantaine de dispositifs d'aide à l'emploi et des 1 832 consacrés à la création d'entreprise.

Autre constat, qui n'a rien d'étonnant : ce sont les plus gros groupes industriels qui captent l'essentiel de l'argent public. Ainsi Rhône-Poulenc, Thomson et Bull captent 42 % des aides à la recherche et au développement accordées par le ministère de l'Industrie. Par ailleurs, une dizaine de groupes liés à l'armement, notamment Thomson, Dassault et Aérospatiale, accaparent 83 % des 23,2 milliards débloqués pour la recherche. Pendant ce temps, la lutte pour le cancer et la recherche médicale doivent faire la manche pour avancer !

L'industrie automobile n'est pas en reste. La Cour des comptes a relevé qu'entre 1990 et 1994, les conventions FNE (Fonds national pour l'emploi) signées avec PSA et Renault ont coûté au moins 2,3 milliards aux finances publiques.

Les collectivités locales sont tout aussi généreuses que l'État avec l'argent du contribuable. Ainsi, la filiale du groupe américain Exxon a reçu 45 millions du département de Seine-Maritime et un total de 110 millions de l'État pour l'implantation de deux usines et de 250 emplois. Quant au groupe Bolloré, il a perçu 100 000 F par emploi pour délocaliser une filiale au Havre. De même, en trois ans, entre les aides de l'État et de la région Ile-de-France, le groupe IBM implanté dans l'Essonne a bénéficié de 81 millions de francs, ce qui ne l'a pas empêché d'annoncer récemment la suppression de 1 150 postes, soit 42 % de ses effectifs.

On le voit, l'État et les collectivités locales accordent des milliards d'aide et de subvention aux entreprises privées sans que cela crée durablement des emplois. Quant à la collectivité, elle a tellement donné qu'en réquisitionnant ces entreprises, elle ne ferait que récupérer – un peu – de ses deniers.

Quand le prix des médicaments augmente... sous prétexte de diminuer les dépenses de santé !

La presse et la radio nous ont informés que depuis un décret paru le 12 juin au *Journal Officiel*, les pharmaciens ont désormais le droit de substituer au médicament prescrit par un médecin, un « générique ».

L'existence des génériques ne concerne que les médicaments déjà anciens (plus d'une dizaine d'années), qui ne sont plus protégés par un brevet, et qui sont donc tombés dans le domaine public. Ils sont identiques à la spécialité originale, mais moins chers d'au moins 30 % que celle-ci.

Ce droit de substitution a été institué, nous a-t-on dit, pour permettre à la Sécurité sociale de faire des économies.

En fait, le « droit » de substitution, s'il n'existait pas encore officiellement, était déjà largement pratiqué par de nombreuses pharmacies, et rarement pour remplacer un produit par un autre moins cher, car la marge bénéficiaire des pharmacies d'officine était fonction du prix du produit délivré. C'était donc le plus souvent un produit plus cher qui prenait la place d'un moins cher, dont on disait au client qu'il n'était pas disponible.

Pour pallier le risque de voir cette pratique se généraliser après la publication des décrets régissant le « droit de substitution », le ministère de la Santé a préalablement procédé à une modification du calcul de la marge des pharmacies d'officine, mesure qui, elle, n'a pas donné lieu à beaucoup de publicité dans la grande presse. Désormais, pour tous les génériques d'une même molécule, la marge officine sera la même, et sera calculée sur le prix du médicament de référence (le plus cher). Résultat, le prix de vente au public de tous les médicaments génériques a augmenté depuis la fin du mois d'avril... sous prétexte de faire faire des économies à la Sécurité sociale !

Dans un premier temps, et pour longtemps peut-être si la part des produits génériques dans le chiffre d'affaires des pharmacies n'augmente pas considérablement, cette nouvelle réglementation va donc entraîner une hausse des dépenses de santé.

Voilà la logique économique d'un gouvernement qui prétend vouloir réduire les dépenses de santé, mais qui ne veut surtout pas faire de peine aux 23 000 notables que sont les pharmaciens propriétaires d'une officine dans ce pays.

Quant aux malades qui prennent un générique et qui ne bénéficient pas d'une mutuelle (ils sont encore nombreux), ou qui achètent leur médicament chez le pharmacien sans ordonnance, ils devront dépenser un peu plus pour obtenir le même produit.

Merci Madame Aubry !

SCANDALE Crozemarie, l'homme qui avait plusieurs cordes à son ARC

Le procès de Jacques Crozemarie apporte chaque jour ses petites révélations sur les malversations commises par l'ancien président de l'ARC. De jour en jour, le procès révèle les mécanismes du détournement de fonds, détournement qui, rappelons-le, a permis à Crozemarie mais aussi à un certain nombre de hauts responsables de l'association de se servir copieusement avec l'argent de donateurs qui pensaient qu'en versant leur obole à l'ARC, ils aidaient à la recherche contre le cancer.

C'est entre autres par l'intermédiaire de sociétés « amies » que la pompe à arroser fonctionnait. Ainsi on a appris que près des deux tiers des fonds recueillis par l'ARC étaient confiés à une société de communication, International Development (ID). ID était chargé entre autres des campagnes de communication de l'association et était particulièrement en odeur de sainteté auprès de Crozemarie qui se débrouillait pour saboter les appels d'offres de la concurrence. Pourtant ID proposait pour ses prestations des prix très largement au-dessus du marché. Grâce à cette surfacturation, ID avait pu dégager des bénéfices substantiels, entre 50 et 67 millions de francs. Des sociétés-taxis (créées pour autoriser des sorties d'argent sur la base de fausses factures) situées en Suisse ou à Jersey permettaient de détourner une partie de ces bénéfices pour en faire profiter Crozemarie et d'autres.

Passons sur les « menus » services annexes qu'ID fournissait à Crozemarie, comme les gardiens chargés de la surveillance et de l'entretien de ses villas de Rians et Bandol ou la garde-malade qui s'occupait de sa mère. Ce n'était là que broutilles comparées à tout le reste. Comme ces importants travaux réalisés dans ces mêmes villas de Rians et Bandol, payés à 70 % par une société dépendant d'ID.

On le voit, l'escroquerie à laquelle s'est livré Crozemarie n'est pas mineure.

Toujours est-il que ce détournement aux dépens de la générosité publique pose le problème de la responsabilité de l'Etat dans la recherche. Les associations privées chargées de collecter des fonds pour celle-ci ne sont pas, loin de là, toutes le fait d'escrocs et de margoulins. Des campagnes d'information et de collectes peuvent être utiles, sensibiliser l'opinion sur telle ou telle maladie et obtenir des fonds pour engager des recherches dans des directions différentes de celles choisies par des organismes de recherche financés par l'Etat. Ce n'est pas cela qui se discute, mais l'absence de contrôle, dans cette affaire comme dans tant d'autres, et la carence de l'Etat qui consacre trop peu d'argent aux recherches consacrées à des objectifs civils et désintéressés, carence d'autant plus criante si on la compare aux sommes que l'Etat verse à fonds perdus – pas pour tout le monde – pour « aider » à la recherche dans les services de Dassault, de la Snecma, de Matra dans le cadre du budget militaire.

Crozemarie s'est montré, au cours de son procès, surpris de ce qu'on lui reprochait. C'est qu'il ne comprenait pas, cet homme, qu'on l'accuse de faire ce qui se pratique couramment autour de lui, dans le monde dans lequel il vivait avant qu'il ne soit inculpé.

Pourtant, l'abus de biens sociaux, n'est-ce pas en fin de compte le fonctionnement « normal » des capitalistes qui utilisent les richesses produites par les travailleurs à leur seul usage personnel ?

Stéphane HENIN

Mines de Potasse d'Alsace

LA LUTTE CONTINUE

Cela fait 8 semaines que les mineurs des Mines de Potasse d'Alsace mènent un mouvement pour être sûrs de retrouver, après la fermeture des mines prévue en 2004, soit un emploi, soit un salaire ou une retraite suivant les cas, équivalant à ce à quoi ils auraient eu droit si les mines avaient continué.

Depuis le début de la lutte, les mineurs se heurtent soit à l'hostilité soit à la mauvaise volonté ou à l'inertie de l'ensemble des syndicats, même si certains militants syndicalistes CGT, et notamment la section CGT du puits Berrwiller, sont à fond aux côtés des mineurs en lutte. D'un autre côté, les mineurs souhaitent que ces mêmes syndicats, unis, mènent leur lutte. Ils ont même constitué un comité de mineurs élus sur un des puits, Berrwiller, qui est à l'origine du mouvement et de bien des initiatives, mais qui intervient lorsque l'intersyndicale fait défaut ou encore pour contrôler ce qu'elle fait, plus que pour réellement diriger le mouvement. Cela dit, les mineurs ont jusqu'à présent pu imposer leurs revendications ouvrières à la place des solutions industrielles des syndicats et la lutte continue malgré tout.

Les mineurs votent le renforcement de la lutte. Les syndicats, eux, s'arrêtent

La semaine passée, l'intersyndicale organisait un vote pour continuer ou arrêter le mouvement après que la direction eut lâché 70 millions. Le résultat du vote était clair : on veut continuer le mouvement et même l'intensifier. Cela dit la CFDT, la CFTC et FO en concluaient pour leur part qu'il fallait arrêter l'occupation de Stocamine et remettre l'action à la saint-glinglin. C'est ainsi en tout cas que ces militants intervenaient les mardi et mercredi 8 et 9 juin. Dans un premier temps les mineurs furent comme abasourdis. Ils venaient de dire à l'intersyndicale : on continue et plus fort. La majorité de celle-ci leur répondait : on arrête. Du coup comme rien n'était organisé sur le puits Amélie dont c'était le tour d'occuper Stocamine, rien ne se fit. La CGT subissant la pression et défendant sans conviction la continuation de l'occupation et de la lutte.

La lutte repart à Berrwiller

Mais le mercredi 9 juin au soir, les mineurs du poste de 20 heures au puits Berrwiller avec les militants CGT du puits et des membres du comité de Berrwiller, décident d'appliquer ce qu'ils ont voté et partent en grève. Ils sont 30. Ils entraînent le poste de minuit. Le poste de minuit du puits Amélie prévenu par téléphone décide de rejoindre le mouvement. À 50 environ des deux puits, vers 2 heures du matin, les mineurs vont occuper la base ferroviaire des MDPA à Richwiller et coupent la voie ferrée Strasbourg-Lyon. Aussitôt, un colonel de gendarmerie vient leur demander ce qu'ils veulent : « *500 millions pour avoir un emploi, un salaire et une retraite garantis au taux minier* ». Ils demandent une entrevue au préfet qui accepte pourvu qu'ils abandonnent la voie ferrée. Entre-temps les postes de 5 heures d'Amélie et Berrwiller ont rejoint le mouvement. Deux cents mineurs présents acceptent les propositions du préfet mais pendant qu'il discute avec des représentants, les mineurs, qui ont lâché la voie ferrée, réoccupent Stocamine ! Le préfet obtient de la direction des MDPA de nouvelles négociations pour le vendredi 11 juin. À condition que les mineurs abandonnent Stocamine. Les 250 mineurs à ce moment sur le site de Stocamine acceptent et votent la suspension du mouvement pour voir ce que va donner la direction.

Lors d'une précédente grève en février 1997.

F. Demange/Gamma

Les mineurs interpellent le ministre aux Affaires européennes

Le vendredi 11 juin la direction annonce qu'elle n'augmentera pas l'enveloppe de 70 millions mais qu'elle répartira différemment cet argent entre les mineurs et demande comment ils le veulent. La CGT demande pour le moins que les cadres et les non-grévistes soient exclus de la répartition et appelle à aller interpeller le ministre aux Affaires Européennes, Moscovici, qui fait un meeting pour les Européennes le soir même dans le bassin potassique. Une cinquantaine de mineurs déboulent donc dans le meeting. Le scénario est bien rodé puisque c'est maintenant la troisième fois, Moscovici suivant Voynet et Pierret. Deux militants CGT dénoncent la politique gouvernementale à la tribune pendant 15 à 20 minutes puis un mineur renverse un sac poubelle rempli de bulletins de votes du PS et de la droite sur la tribune, puisque « *la politique que mène la gauche est la même que celle de la droite, toute au service des patrons* ». À la tribune un dirigeant socialiste essaie de répondre en attaquant Lutte Ouvrière qui manipulerait les mineurs et qui n'aurait pas d'autre politique que « après moi le déluge » ! Au puits Berrwiller, les mineurs connaissent bien cette calomnie puisque cela fait des mois que la CFDT essaie de mettre un coin entre les mineurs en disant qu'ils sont manipulés par Lutte Ouvrière. Sans succès, puisque, du coup, le puits de Berrwiller qui, contrairement aux autres puits de la région encore en activité, Amélie et Marie Louise, n'a pas de prénom féminin, a été rebaptisé par nombre d'entre eux « puits Arlette ». Au meeting, le dirigeant socialiste ajoute pour illustrer le fond de sa pensée que les mineurs devraient comprendre que la période de l'emploi garanti est révolue et que c'est parfaitement égoïste de leur part, avec tout ce qu'ils ont déjà, de revendiquer cela alors que tant de salariés sont obligés de se contenter de bien moins. Cris et sifflements. Le ministre, lui, vraiment pas à l'aise, se tait. Après avoir crié quelques noms d'oiseaux au ministre, les mineurs se retirent non sans jeter quelques pétards.

La direction annonce qu'elle proposera son nouveau plan de répartition des 70 millions le mercredi 16 juin. L'intersyndicale appelle en réponse à une nouvelle journée d'action le 17 juin. Mais les mineurs, eux, de leur côté, contents de leurs dernières initiatives, n'ont pas l'intention de se satisfaire de si peu.

Correspondant LO

Privatisation du Crédit Lyonnais

UNE BONNE AFFAIRE POUR LES CAPITALISTES

Le gouvernement Jospin, qui a déjà fait plus que Juppé et Balladur réunis en matière de privatisations, continue sur sa lancée. Il vient de lancer la première phase de la privatisation du Crédit Lyonnais.

Cette vente devrait rapporter autour de 36 milliards de francs à l'Etat, mais il lui en avait coûté au moins 100 pour renflouer cet établissement. Sans parler des sacrifices imposés aux employés du Crédit Lyonnais, en termes d'emplois et de salaires.

Ces milliards pris dans la poche des contribuables n'ont pas été perdus pour les patrons et les groupes industriels qui ont profité des largesses du Crédit Lyonnais. Si la banque a perdu des milliards dans la spéculation immobilière au début de la décennie, Bouygues et d'autres constructeurs y ont trouvé leur compte. De même, François Pinault a réalisé des milliards de francs de bénéfice avec les obligations rachetées à bas prix à Altus, filiale du Crédit Lyonnais.

Aujourd'hui, par le biais de la privatisation, le gouvernement va permettre aux mêmes et à leurs semblables de profiter, une fois encore, du même fromage !

R.N

Snecma

3 000 MANIFESTANTS À PARIS

Manifestation des Snecma devant le siège à Paris, le 9 juin dernier.

La mise en place des 35 heures provoque depuis plusieurs semaines grèves et manifestations dans toutes les usines du groupe Snecma.

Ce groupe de 13 000 salariés, qui fabrique des moteurs d'avion, a fait en 1998 des bénéfices exceptionnels (1 622 millions de francs, soit + 48 % par rapport à 1997). Jamais le carnet de commandes n'a été aussi plein et les heures supplémentaires sont légion. Alors les salariés attendaient de l'application des 35 heures, du temps de travail en moins bien sûr, une compensation salariale, mais surtout des embauches, à commencer par celle des intérimaires présents en grand nombre.

Mais la direction ne voit pas les choses de la même façon : passage aux 35 heures en nous piquant les jours d'ancienneté et les ponts payés, aucune réduction du temps de travail pour les salariés en équipe en échange d'une prime de 450 F, blocage des salaires pendant 3 ans, flexibilité accrue et, surtout, pas d'embauche. Comme dans l'automobile, elle négocie avec le gouvernement une préretraite subventionnée pour remplacer deux anciens contre un jeune (elle appelle ça rajeunir sa pyramide des âges) avec un solde pour l'emploi qui serait négatif.

Les débrayages ont commencé, timidement d'abord, dans chaque usine, puis l'ambiance a changé et nous nous sommes retrouvés tous ensemble mercredi 9 juin à Paris. 3 000 manifestants sont venus de tous les centres : Corbeil, Villaroche, Gennevilliers... et même Bordeaux.

Deux jours plus tard, à Villaroche (Seine-et-Marne) des salariés sont venus troubler une cérémonie de la direction pour dire combien ils trouvaient choquant de célébrer la production, alors qu'on supprimait des emplois. L'après-midi, tous les ouvriers du principal secteur de production ont débrayé pour exiger l'embauche des intérimaires.

Correspondant LO

Alcatel

NON AUX 12 000 LICENCIEMENTS

Jeudi 10 juin, plus de 1 000 salariés d'Alcatel, qui travaillent dans cinq pays différents d'Europe, ont manifesté contre les licenciements annoncés par ce groupe, là où se tenait l'assemblée générale des actionnaires, devant le Palais des Congrès de la porte Maillot à Paris.

C'est le 12 mars que le PDG d'Alcatel Serge Tchuruk avait dévoilé ce projet de licencier 12 000 salariés, alors même qu'il annonçait des bénéfices énormes : plus de 15 milliards de francs réalisés en 1998 !

Ces bénéfices ont été faits sur le dos des travailleurs, en licenciant année après année. Alcatel a en effet déjà supprimé 30 000 postes dans ses différentes entreprises réparties dans le monde, en trois ans, entre 1995 et 1998 : un rythme de 10 000 licenciements par an !

Les actionnaires d'Alcatel ont évidemment, eux, l'intention de continuer. Serge Tchuruk a même déclaré devant les actionnaires, le jour même de la manifestation, que les programmes de suppressions d'emplois n'étaient pas terminés, invoquant la concurrence féroce à laquelle Alcatel devait faire face.

Cet argument a déjà servi de prétexte aux patrons pour licencier depuis vingt ans. C'est aux actionnaires de payer en prenant sur les énormes bénéfices empochés. Ces 15 milliards peuvent servir à maintenir les emplois, au minimum, et il est plus que temps que les travailleurs, en France et ailleurs, imposent aux patrons de prendre sur leurs bénéfices et imposent également l'interdiction des licenciements !

Caisse d'Allocations Familiales

LE GOUVERNEMENT FAIT DU SOCIAL SUR NOTRE DOS

Le gouvernement a décidé d'étendre la mesure d'Allocation Rentrée Scolaire (ARS) aux familles ayant un seul enfant à charge dont les revenus ne dépassent pas 102 049 F. Cela concerne 350 000 familles qui toucheront donc 429 F ou 1 600 F si la majoration exceptionnelle de 1997 et 1998 est reconduite.

On ne peut que se réjouir de cette mesure, même si le vrai problème serait d'augmenter les revenus trop bas des familles modestes.

Seulement, pour gérer ce nouvel afflux d'allocataires par les Caisses d'Allocations Familiales, le gouvernement n'a pas prévu d'augmenter les effectifs. Les CAF croulent déjà sous les dossiers en attente par manque de personnel. Alors, en pleine période de vacances, puisque l'ARS devra être versée le 25 août, le personnel va encore faire les frais de l'imprévoyance volontaire du gouvernement.

Correspondant LO

Num (Argenteuil)

NON AU CHÔMAGE PARTIEL

Chez Num à Argenteuil, une entreprise qui fait partie du groupe Schneider, lors d'un Comité d'Entreprise extraordinaire le 18 mai, la direction informait les délégués que la direction industrielle (DI) chômerait dix jours en juin, cette mesure devant toucher environ 80 personnes de l'entreprise sur 330 qui travaillent sur le site.

Le prétexte invoqué est une baisse des commandes de « commandes numériques » en avril. Or, en 1997 comme en 1998, Num a comme bien des entreprises du pays battu des records de production et de chiffre d'affaires ; l'action Schneider a grimpé de 14 % dans l'année. Mais les salariés n'en ont jamais vu la couleur, les salaires sont bloqués (0 % d'augmentation les deux dernières années).

Le 21 mai, une cinquantaine de travailleurs s'invitaient au CE en portant une lettre ouverte signée par une majorité de travailleurs de la DI, qui protestaient « *contre cette mesure de chômage partiel qui se traduirait par une perte de 1 500 francs en moyenne* ». La lettre faisait porter la responsabilité de la situation actuelle non pas « *sur les salaires les plus bas de l'entreprise* », mais sur ses dirigeants invités « *à prendre d'abord sur leurs salaires* », et disait en conclusion : « *Si la direction n'était pas capable de donner du travail, nous (les salariés) n'acceptons pas de perdre de notre rémunération* ».

Peu après, à l'issue du CE, la direction acceptait d'augmenter l'indemnisation des heures perdues de 50 à 60 % et de modifier la première mouture du plan de chômage ; celle-ci prévoyait que 50 % des journées chômées seraient réparties les deux premiers jours de la semaine, les autres 50 % en fin de semaine. La manœuvre de la direction était grosse, il s'agissait de sortir la même production... avec 50 % de l'effectif seulement ! Dans son deuxième plan de chômage partiel, les dix jours étaient maintenus, mais l'ensemble de la DI chômant en même temps, sauf exceptions.

Le jeudi 10 juin, une note de la direction annonçait la première journée de chômage pour le vendredi 11. A l'issue d'une assemblée convoquée par la CGT, la décision fut prise de venir le matin chômé pour s'adresser aux autres travailleurs à la porte de l'entreprise.

Le 11, une banderole « *Non au chômage !* » était fixée sur les grilles et une cinquantaine d'entre nous, chômeurs et non-chômeurs solidaires, se retrouvaient. Certains s'étaient levés plus tôt pour venir.

Ainsi de nombreux travailleurs ont affirmé leurs craintes, même s'ils ne sont pas aujourd'hui directement touchés. Quelques cadres et responsables se sont fait interpeller. Ces cinquante travailleurs rue Maréchal-Foch, cela ne pouvait passer inaperçu, et la police est immédiatement venue, soulevant la surprise : « *Pourquoi sont-ils là, que fait-on de mal ?* »...

Après cela, en défilé dans Argenteuil, toujours escortés par la police, en scandant « *Non au chômage !* », et contents de cette démonstration, nous avons examiné les suites à donner à l'action. Lundi 14 juin, l'assemblée décidait d'un débrayage de 13 h 30 à 15 h 30 sur l'ensemble de la DI. Cela avait pour but de rendre impossible l'expédition de « Commandes Numériques » fabriquées, dont la direction avait un besoin urgent... et cet objectif a été atteint. En fait 80 travailleurs – dont une quarantaine de techniciens et aussi d'ingénieurs de la direction technique (DT) – étaient présents. Les nombreuses discussions et le moral, bien présent aussi, constituaient un gage pour l'avenir.

Trois livres d'Andrea Camilleri

« La forme de l'eau », « Chien de faïence » et « l'Opéra de Vigàta »

Auteur de poèmes, de nombreuses nouvelles et de romans policiers, Andrea Camilleri, ami de Leonardo Sciascia, situe ces trois romans dans sa Sicile natale. Tous ont pour toile de fond la Mafia, cette criminalité organisée qui gangrène la vie politique et sociale de l'île. En tête des ventes en Italie, trois de ses livres viennent d'être traduits et récemment publiés aux éditions Fleuve noir et Métailié.

La forme de l'eau se déroule dans la ville imaginaire de Vigàta, située en Sicile orientale et non loin d'Agrigente, ville bien réelle, elle, dont l'auteur est originaire. Fin gourmet, amateur de pâtes et de bon vin plutôt que de balistique, le commissaire Montalbano enquête pour élucider le meurtre de l'ingénieur Luparello, parrain politique de la région, dont on a retrouvé le corps dans un lieu fréquenté par les prostituées, les travestis, les dealers. Cela est l'occasion pour Andrea Camilleri de dénoncer les amours hypocrites des notables locaux, les petits et grands trafics des politiciens véreux, hommes de paille de la criminalité organisée.

Le second roman, *Chien de faïence*, part des aveux d'un chef de Cosa Nostra menacé de mort par ses pairs. Dans une grotte qui sert de planque à la Mafia pour un trafic d'armes, le commissaire découvre le corps de deux jeunes amants sur lesquels veille un chien de faïence. A partir de là, l'auteur explore la réalité de la Sicile d'aujourd'hui et évoque celle d'avant-guerre et de la Libération.

Le troisième livre *L'opéra de Vigàta* est un roman historique à intrigue policière. Le cadre est encore Vigàta et l'époque, le XIXe siècle, exactement l'année 1875. Parmi les personnages, on trouve un préfet florentin qui se comporte comme un proconsul en terre étrangère et affiche en permanence son mépris hautain pour la population sicilienne qu'il considère comme ignorante des choses musicales. Obstiné, il veut absolument faire acclamer un opéra obscur, œuvre d'un illustre inconnu, par une population… qui lui préfère Mozart ou Wagner ! Voilà ce qui va mettre le feu aux poudres… ou plus exactement à l'Opéra et déclenchera une mini émeute dans la ville. Inspiré d'un fait historique réel avec lequel Camilleri prend non sans humour quelques libertés, l'auteur nous fait partager l'indignation et la colère d'une population insulaire qui se révolte contre les injustices sociales et la bêtise bureaucratique. Supporter un proconsul venu du continent pour imposer sa loi, passe encore, mais ses goûts et ses couleurs, alors là, non !

Dans ce dernier roman, Camilleri joue également sur les diversités de la langue italienne et notamment de ses dialectes sicilien et romain (parlés par les populations locales, pauvres et opprimées), milanais ou florentin (ce dernier à la base de la langue officielle de l'Etat italien unifié, l'Etat oppresseur du préfet) pour mieux faire rire de l'absurdité de la situation et des quiproquos qui surgissent entre les personnages, ce que réussit à nous faire comprendre le traducteur.

Dans tous ces livres, Camilleri restitue l'atmosphère étouffante de criminalité organisée et de corruption qui pèse sur la vie quotidienne de la population sicilienne. Il le fait avec efficacité et humour pour le plus grand plaisir du lecteur.

René CYRILLE

Andrea Camilleri : La forme de l'eau, *Fleuve noir, 47 F ;* Chien de Faïence, *Fleuve noir, 52 F ;* L'Opéra de Vigàta, *Editions Métailié, 100 F.*

« Une faillite si convenable » d'Irène Inchauspé

Ce livre raconte par le menu la faillite de la banque Pallas-Stern (créée par Pierre Moussa avant qu'il soit propulsé à la tête de Paribas) et de la holding qui la chapeautait, la Comipar.

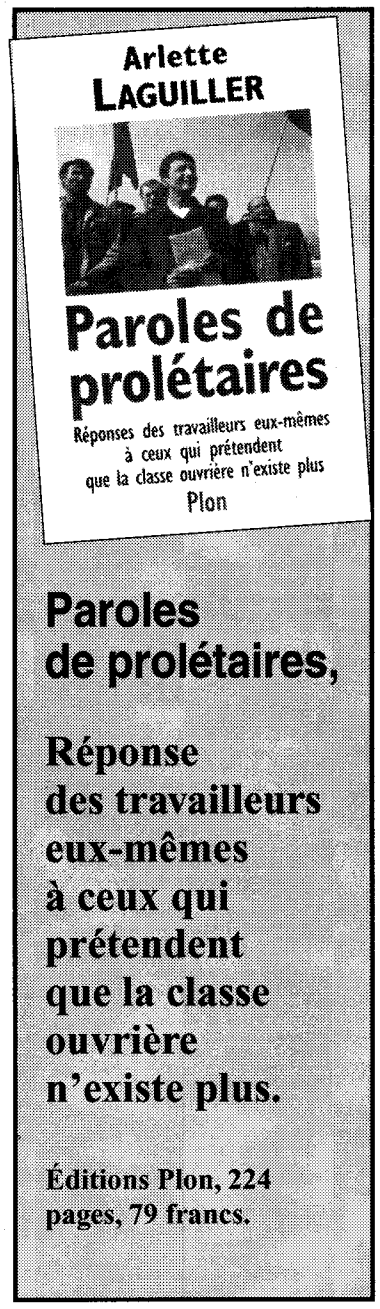
Il est possible de dater la faillite de la fin 1995 ou du début 1996, lorsque, rapporte l'auteur, son dirigeant, Gérard Eskénazi, est placé en garde à vue dans le cadre «*de l'enquête préliminaire ouverte par le parquet et au vu des indices faisant présumer qu'il a commis les délits de présentation de faux bilan, diffusion d'informations mensongères, abus de confiance et escroquerie*». En vérité, «*les administrateurs savaient dès 1992 que l'ensemble Comipar-Banque Pallas-Stern n'était pas viable*». Ils ne s'agissait pas d'illustres inconnus, peu familiers des mécanismes financiers mais, parmi d'autres, de François Pinault (Printemps et la Redoute), de Didier Pineau-Valencienne (Schneider), de Pierre Bellon (Sodexho), de Jacques-Henry David (directeur de la Compagnie Générale des Eaux, devenue Vivendi depuis), de Loïk Le Floch-Prigent (à l'époque à la tête d'Elf-Aquitaine, où il était occupé à piocher dans la caisse pour aider son ami Biderman), de Jean-Yves Haberer (Crédit Lyonnais), de Claude Bébéar (Axa). De son côté, le Crédit Agricole plaçait sans réticence les obligations de la banque Pallas Stern auprès des épargnants qui s'adressaient à lui.

Le livre veut dénoncer le sort de ces épargnants, petits et moyens, qui se sont retrouvés floués et dépouillés lorsque la banque a mis la clé sous le paillasson. Il le fait au fil d'une histoire certes pas toujours très simple à suivre, dans laquelle l'embrouille apparaît comme la règle de fonctionnement, mais qui met en scène bon nombre de patrons, financiers et autres hommes d'affaires qui se comportent tout simplement comme de vulgaires escrocs, et qui n'en seront à peu près pas inquiétés. Cet aspect en quelque sorte documentaire constitue l'intérêt principal du livre.

La journaliste auteur de l'enquête conclut en prêchant pour un capitalisme à l'américaine, qui serait selon elle étranger à de telles moeurs et garantirait les dépôts des petits épargnants. Cela n'est évidemment pas du tout convaincant. En revanche son livre convainc de l'absurdité d'un système dépassé, pour reprendre ses propres termes, le système capitaliste, un système social qu'il faut changer de fond en comble pour l'empêcher de nuire.

Lucienne PLAIN

Une faillite si convenable, histoire de la banque Pallas-Stern, *de Irène Inchauspé, Editions Calmann-Lévy, 201 pages, 110 francs.*



Paroles de prolétaires,

Réponse des travailleurs eux-mêmes à ceux qui prétendent que la classe ouvrière n'existe plus.

Éditions Plon, 224 pages, 79 francs.

« Citoyens » de gauche et de droite confondus

Chevènement a bien des soucis avec le Mouvement Des Citoyens, le MDC, créé par lui il y a six ans pour servir sa carrière, en dehors mais pas bien loin du Parti Socialiste.

Un couac s'est fait entendre quand l'écrivain Max Gallo, qui a quitté le MDC après en avoir été le premier président, a annoncé son intention de « *voter sans hésitation pour la liste Pasqua-Villiers* », celle qui « *correspond à [ses] convictions de républicain de gauche et de patriote* ». Puis, à trois jours du scrutin, le nationalisme des amis de Chevènement a encore frappé avec la publication d'un article signé en commun par Didier Motchane, vice- président du MDC, et Marie-France Garaud, en troisième position sur la liste Pasqua-Villiers. Motchane et Garaud ont fustigé les gouvernants coupables à leurs yeux de s'engager dans « *une démarche irresponsable vers une Europe fédéraliste* », leur reprochant aussi, dans la guerre en Yougoslavie, de s'aligner sur les Etats-Unis contre la Serbie.

Comme tout cela faisait un peu désordre, le ministre de l'Intérieur a fait savoir qu'il était furieux et qu'il avait téléphoné personnellement au secrétaire du Parti Socialiste, François Hollande, pour lui confirmer le soutien du MDC. Dans un meeting socialiste, Chevènement a salué « *le talent politique* » de Hollande. Un talent d'autant plus remarquable que le ralliement du MDC au PS a permis à deux honorables citoyens du MDC de se faire élire.

Tout cela ne serait que de la comédie du plus mauvais goût si, en tant que ministre de l'Intérieur, Chevènement ne poursuivait pas sa politique contre les immigrés, en s'appuyant notamment sur une certaine loi… Pasqua, que le gouvernement de la gauche plurielle a refusé d'abroger. Décidément, droite, gauche, ces gens-là s'emmêlent. Mais on s'emmêlerait à moins.

Jean SANDAY

40 ans après

LA GUERRE D'ALGÉRIE A UN NOM

A l'unanimité, les 117 députés présents à l'Assemblée nationale le 10 juin, ont décidé que désormais dans les documents officiels l'expression « opérations de maintien de l'ordre en Afrique du Nord » serait remplacée par celle de « Guerre d'Algérie ». Quarante-cinq ans après son déclenchement à la Toussaint 1954, trente-sept ans après le cessez-le-feu du 19 mars 1962, la Guerre d'Algérie se voit donc reconnue officiellement pour ce qu'elle était, comme une guerre. Et c'en était une, bien sale, bien coloniale, bien sanglante, avec des vrais morts.

ARC.

Août 1959, dans le Djebel des Aurès : après l'une des opérations de l'armée française dites «Bulldozer»

Cette unanimité parlementaire montre surtout que la guerre d'Algérie, ses combattants, ses politiciens, ses victimes, ses crimes ont cessé de représenter un enjeu dans les affrontements politiciens en France. Car s'il a fallu attendre si longtemps pour que ces opérations qui ont mobilisé deux millions de conscrits français au total soient qualifiées de guerre, c'est que le lobby des militaires et les politiciens, de droite aussi bien que socialistes, voulaient pouvoir continuer à affirmer, comme ils l'avaient fait durant la guerre, que l'Algérie faisait bien partie de la France et qu'il ne s'y pratiquait qu'une banale opération de police intérieure, face à une rébellion qui mettait en cause «l'unité territoriale» du pays.

Les au moins 500 000 morts algériens (sur 7 à 9 millions d'habitants en Algérie à l'époque) sont désormais loin dans les mémoires. Les 25 000 morts de l'armée française aussi. Les participants les plus jeunes sont proches de la retraite. Les assassins et les tortionnaires ont été amnistiés et réamnistiés. Les derniers putschistes, issus pour bon nombre des hauts rangs de l'armée française, et les civils qui les accompagnaient ont été libérés par de Gaulle en 1968 et amnistiés par Mitterrand en 1981, au nom de la réconciliation nationale. Nombre de politiciens qui ont eu des responsabilités dans cette guerre, le socialiste Guy Mollet, son ministre de l'Intérieur Mitterrand qui clamait à l'époque « *l'Algérie, c'est la France* » ou encore « *la seule négociation, c'est la guerre* », les de Gaulle, les Debré (le père), sont morts. Le Pen et ses semblables ont trouvé une autre musique à jouer que celle du « bradage de l'Empire ». L'Algérie coloniale ne fait plus recette et peut sans dommage être mise au rancart.

L'impérialisme français a tué un demi-million d'Algériens, en a torturé des milliers, dans une guerre coloniale qui n'en avait peut-être pas le nom, mais qui en avait incontestablement l'allure et l'horreur.

Mais il ne faut pas compter sur ces députés à l'Assemblée nationale pour reconnaître les conséquences de plus de cent ans de domination coloniale en Algérie, auxquels se sont ajoutés les effets directs de ces huit ans de massacres perpétrés par l'état-major français – on ne parlait pas à ce propos de génocide, ni d'épuration, mais ça y ressemblait quand même sacrément. Il n'est pas donc pas question de reconnaître les responsabilités de la France impérialiste dans le sous-développement de l'Algérie, dans l'avènement d'une dictature militaire, et par la suite dans la montée de l'intégrisme islamique.

On ne cache plus cette guerre, mais on continue à en occulter les effets.

Vincent GELAS

La Sacem et la spoliation des biens juifs

L'ARGENT N'A PAS D'ODEUR

La Société des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique (Sacem), fait l'objet d'une enquête sur son attitude pendant l'Occupation. Chargée de la collecte des droits d'auteurs qu'elle doit reverser aux artistes, la Sacem est une véritable institution financière qui existe depuis 150 ans et qui draine des milliards de francs. Elle fait la pluie et le beau temps dans le monde du spectacle.

La voilà donc accusée d'avoir spolié les artistes juifs des droits d'auteur qu'ils auraient dû percevoir pendant l'Occupation. Un document retrouvé aux Archives nationales, datant de novembre 1941, indique que la Sacem a pris des mesures à l'encontre de ses sociétaires juifs, sans même en avoir reçu l'ordre du gouvernement de Vichy. Toujours selon cette circulaire, chaque sociétaire devait faire état de son « aryenité » pour percevoir des droits d'auteur. Les auteurs juifs voyaient, eux, leurs droits et comptes bancaires bloqués. « *Toute fausse déclaration d'aryenité* » d'un artiste était passible « *d'internement dans un camp de concentration* » précise la circulaire. Empêchés de travailler, nombre de « juifs » furent contraints de vendre leurs chansons pour une bouchée de pain à d'autres artistes, « bien aryens » ceux-là. D'autres choisirent tout simplement l'exil comme Géo Koger (auteur de la *Java bleue*), Paul Misraki ou Ray Ventura. D'autres enfin trouvèrent des prête-noms pour gérer leurs affaires.

Aujourd'hui, la Sacem refuse d'examiner son passé sous l'Occupation prétextant que tout cela est une vieille histoire, et que l'on n'est plus « *en 1940 mais en 1999* ». Elle prétend que « *tous les gens de cette époque ont morts* » et dément toute implication de ses services dans la spoliation des artistes juifs pendant la dernière guerre. Ces derniers n'ont pourtant pas touché le moindre centime sur leurs chansons et œuvres musicales sur lesquelles des droits furent perçus. Certaines chansons, véritables succès avant-guerre, étaient toujours jouées après 1941. Alors où est passé l'argent collecté ? Où est passé celui de leurs comptes bloqués ? Il a bien atterri quelque part dans les poches ou les coffres de quelqu'un. Dans cette affaire, la Sacem craint que les héritiers des artistes juifs spoliés ne lui réclament des dommages et intérêts. Voilà pourquoi elle fait la sourde oreille et essaye de faire taire par tous les moyens le sociétaire auteur-compositeur qui a dénoncé la spoliation des droits d'auteurs des artistes juifs.

Pendant l'Occupation bien des institutions bancaires, des grandes compagnies d'assurance (qui ont toujours aujourd'hui pignon sur rue et prétendent à la respectabilité), n'ont pas hésité à faire main basse sur les biens des juifs, à profiter du régime de Vichy et de ses loi antijuives pour confisquer les biens mobiliers et immobiliers des Juifs persécutés. La Sacem ne fut visiblement pas en reste. Pire même, ses dirigeants de l'époque devancèrent les instructions du Commissariat aux affaires juives, tandis que l'homme qui a signé cette circulaire est toujours vivant et coule des jours heureux… à Monaco… en toute impunité.

René CYRILLE

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 64-995